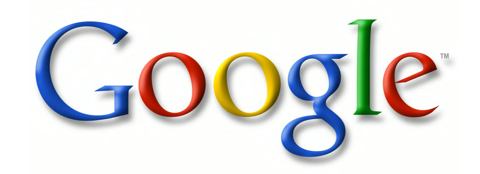
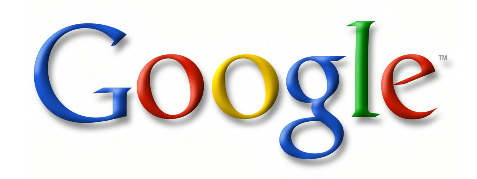




EMMANUEL DESGRÉES DU LOU
Directeur de l'*Ouest-Eclair*

De Léon XIII au « Sillon »

UNE CONJURATION RÉACTIONNAIRE

PARIS
LIBRAIRIE BLOUD & Cie
4, RUE MADAME, 4
1907

EMMANUEL DESGRÉES DU LOU

Directeur de l'*Ouest-Eclair*

De Léon XIII au « Sillon »

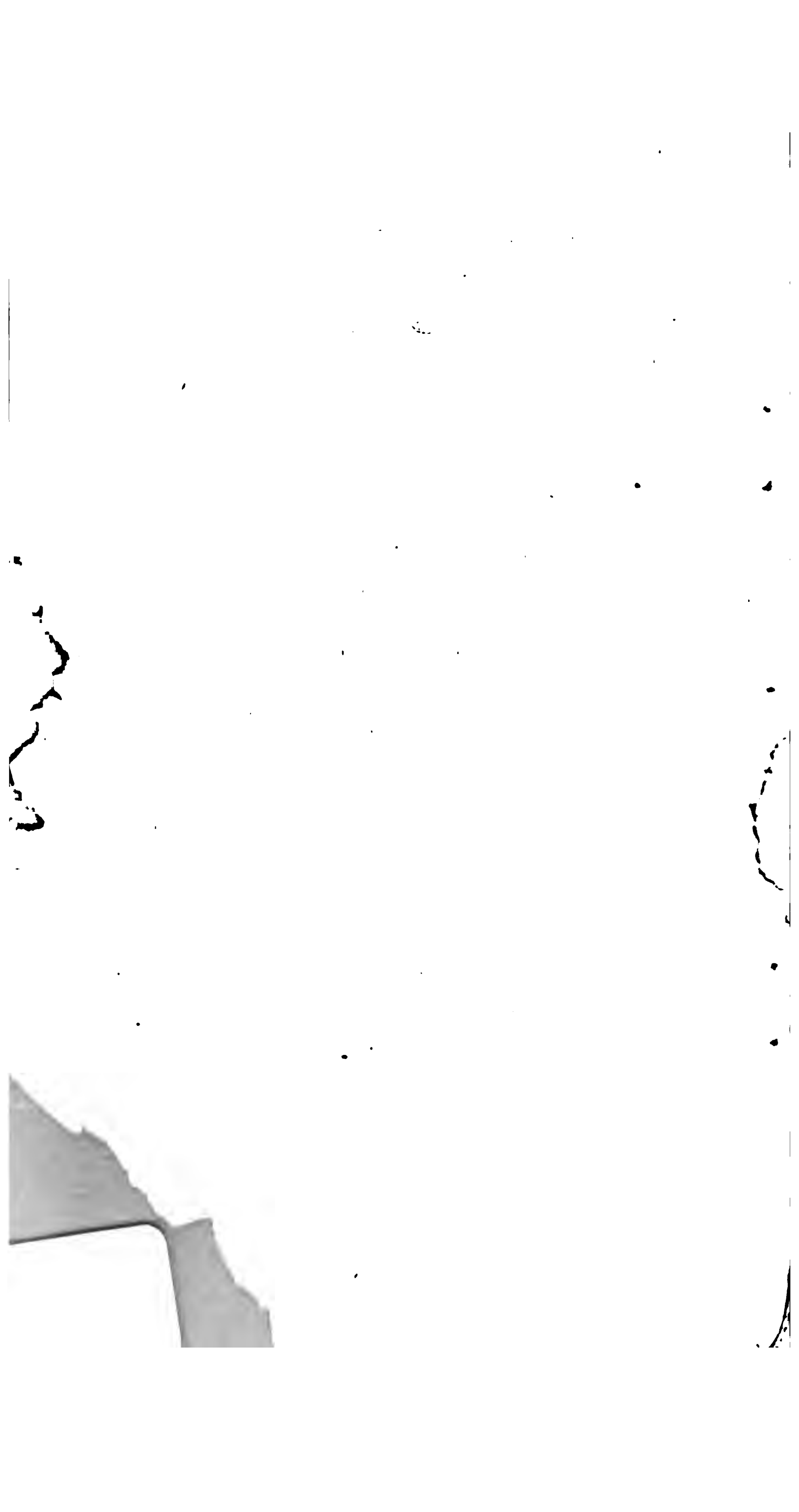
UNE CONJURATION RÉACTIONNAIRE

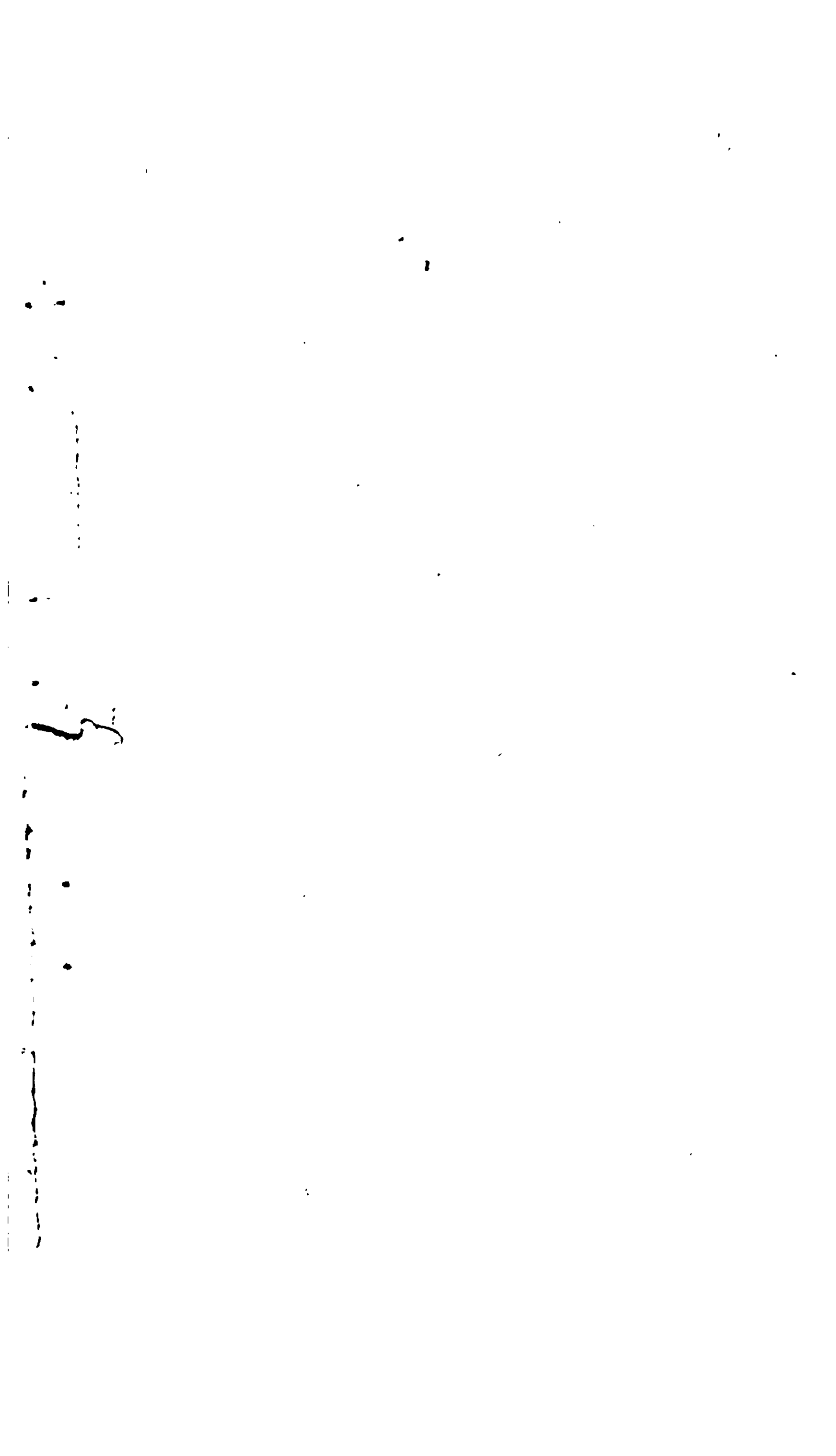
PARIS

LIBRAIRIE BLOUD & Cie

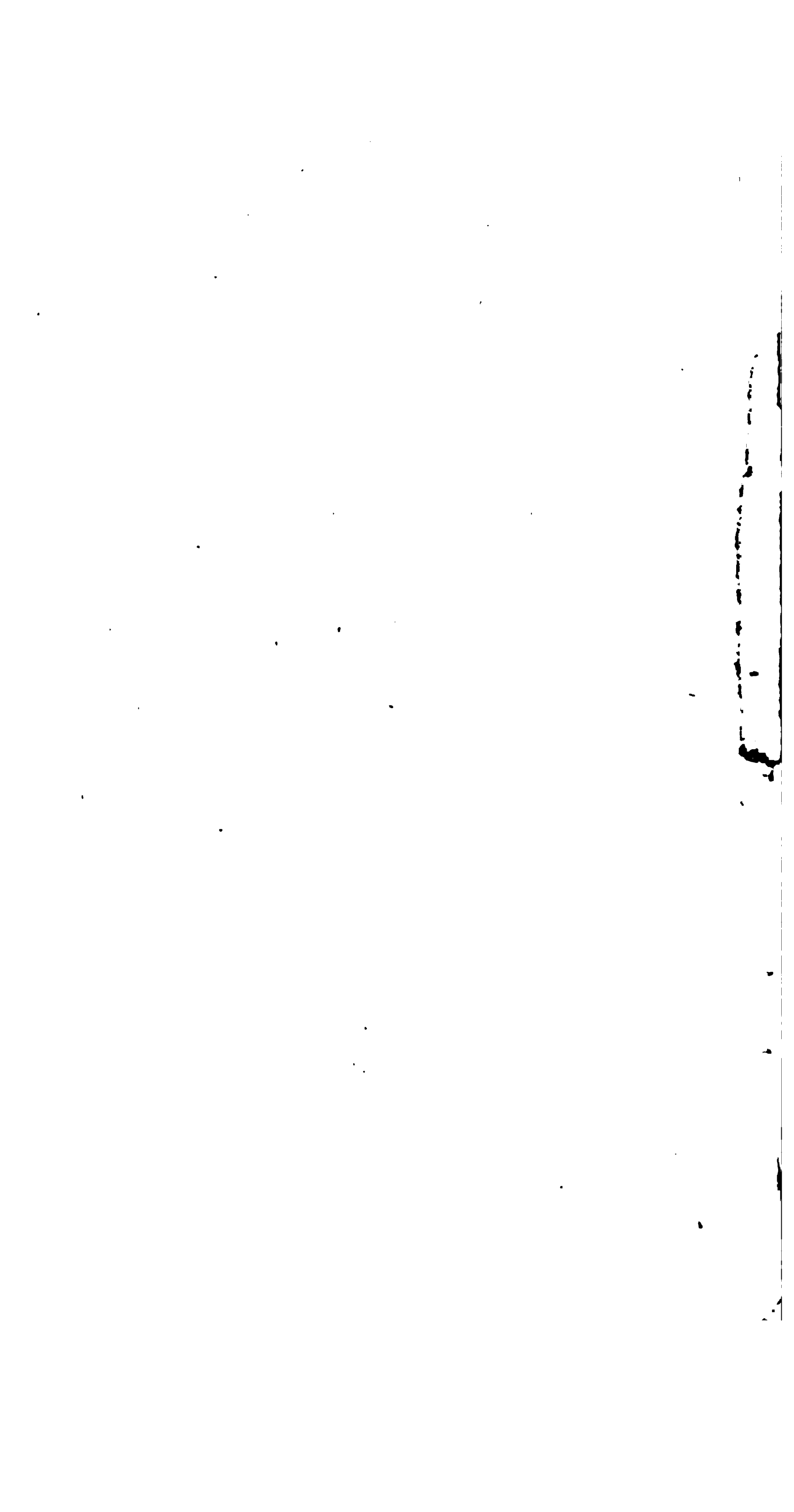
4, RUE MADAME, 4

1907





De Léon XIII
au " Sillon "



EMMANUEL DESGRÉES DU LOU

De Léon XIII au « Sillon »

UNE CONJURATION RÉACTIONNAIRE

PARIS

LIBRAIRIE BLOUD et Cie

4, RUE MADAME, 4

1907

A

MARC SANGNIER

AU CATHOLIQUE SANS PEUR

AU RÉPUBLICAIN LOYAL

AU

VAILLANT CHEVALIER

DE L'IDÉE

DÉMOCRATIQUE

Le système politique doit s'accommoder aux besoins des hommes. Or, les besoins changent avec les idées, les usages, les coutumes, les mœurs, la civilisation ; il faut donc que le système politique change avec tout cela. (SAINT THOMAS, *Sum. théol.*, I^{a} II^{ae}, q. XCVII, art. 1).

Le consentement de la nation est l'unique source d'un pouvoir juste. (SUAREZ, *De legibus*, livre III, Ch. IV).

La participation plus ou moins large du peuple au gouvernement n'a rien en soi de blâmable. Et même, à certaines époques, et sous l'empire de certaines nécessités, cette participation peut être non seulement un avantage, mais un devoir pour les citoyens. (LÉON XIII, Encycl. *Immortale Dei*).

Avant-Propos

*Les pages dont se compose cette brochure — exception faite de la conclusion — ont paru, l'été dernier, dans l'*Ouest-Eclair. *Quelques-uns de ceux qui me firent alors l'honneur de les lire, m'ont demandé de les rééditer en les complétant. Ils ont pensé que leur objet était assez général et les questions qu'elles soulèvent assez importantes pour intéresser un public plus étendu que celui de notre région de l'Ouest.*

Les voici donc accompagnées de notes et suivies d'un appendice documentaire qui en accroîtront, je l'espère, la valeur démonstrative.

Si je leur ai donné ce titre : De Léon XIII au Sillon, *ce n'est pas que je considère que l'on doive identifier les idées particulières du* Sillon *et toutes les manifestations, si variées, de son activité à ce que l'on a appelé, d'un mot qui n'est peut être pas tout-à-fait exact, « la politique de Léon XIII ». Mais, cherchant à indiquer, en un raccourci suffisam-*

ment expressif, la nature du conflit politique qui, depuis plus de quinze ans, divise les catholiques français, il m'a semblé que ce rapprochement marquait assez bien ce qui rattache l'intervention pontificale d'hier aux efforts si combattus d'aujourd'hui.

Hier, l'esprit de parti et l'aveuglement volontaire des catholiques conservateurs entravaient l'action pacificatrice d'un grand Pape, parce que cette action supposait de leur part l'acceptation préalable des institutions républicaines. Aujourd'hui, les mêmes caholiques conservateurs font au Sillon *une guerre sans merci, parce que le* Sillon *s'affirme résolument républicain. C'est donc, dans un cas comme dans l'autre, la même tentative, la même conjuration obstinée et violente des partis de réaction pour lier l'Eglise à leur sort et pour faire de la religion la complice bénévole des revanches qu'ils méditent.*

Le Sillon, *d'ailleurs, n'est pas le seul qui puisse s'honorer d'avoir réveillé les suspicions et les colères dont le génie clairvoyant de Léon XIII eut tant à souffrir. A côté de la sienne, d'autres initiatives également inspirées de l'esprit démocratique se sont heurtées aux mêmes antipathies et aux mêmes résistances. Mais, de tous les mouvements d'origine catholique qui ont eu le mérite d'une orientation nettement républicaine, c'est assurément le* Sillon *qui s'est montré le plus vivant, le plus décidé et le plus combatif, et c'est, sans doute, la raison pour laquelle, inquiets de son influence grandissante, les réactionnaires opèrent,*

en ce moment, contre lui la concentration de toutes les forces accoutumées à leur obéir.

Ces considérations suffiront, je pense, à justifier ou, du moins, à expliquer le titre que j'ai choisi pour les pages qui suivent.

Puissent celles-ci communiquer à ceux qui voudront bien les parcourir l'ardente conviction qui me les a dictées !... S'il en va de la sorte, j'aurai la satisfaction de pouvoir me dire qu'en les écrivant, je n'ai pas inutilement parlé ce que je crois être le langage du bon sens, de la justice et de la vérité.

Rennes, le 27 novembre 1907.

E. D. L.

De Léon XIII au « Sillon »

I

LES GARDIENS DE L'ORTHODOXIE

Le 2 juin, à Tours, un ancien ministre des affaires étrangères de la République, qui fut ensuite député nationaliste de Paris, M. Léopold Flourens, faisait, devant un brillant auditoire, une conférence sur *la République, le Saint-Siège et la Franc-Maçonnerie.*

Je n'ai connu cet exposé de la question politico-religieuse que quelques semaines plus tard, par le résumé élogieux qu'en donna une feuille royaliste, le *Journal de Rennes* (1). M. Flourens ayant institué, dans la circonstance, le procès du Pape Léon XIII, le *Journal de Rennes* avait estimé qu'il était encore temps, bien qu'elle fût déjà un peu ancienne, de signaler à ses lecteurs cette manifestation oratoire. Un tel sujet lui était sans doute apparu comme étant de ceux dont l'actualité n'est pas près de vieillir. C'est aussi mon avis, et il sera

(1) *Journal de Rennes* du 18 juillet 1907.

partagé, j'en suis sûr, par tous ceux qui sont au courant de la campagne tantôt franche et tantôt sournoise, et plus souvent sournoise que franche, — le *Journal de Rennes*, on va le voir, a du moins le mérite de préférer la seconde manière, — mais toujours active, toujours acharnée, que l'on mène, depuis quelque temps, dans certains milieux catholiques réputés très orthodoxes, pour ruiner en partie l'œuvre du prédécesseur de Pie X et pour ternir, s'il est possible, l'éclat de sa mémoire.

Le crime qu'on ne pardonne pas à Léon XIII, c'est d'avoir voulu, par ses lettres sur le « ralliement » et sur la question sociale, affranchir l'Eglise de France et les jeunes générations catholiques de la tutelle humiliante et paralysante des vieux états-majors conservateurs. On voudrait, maintenant qu'il est mort, remettre cette tutelle en vigueur et soit par la voie détournée du fameux « parti catholique », soit par l'audacieux chantage des riches réactions sur la conscience d'un clergé que la Séparation a appauvri, rendre, dans l'Eglise, la vie impossible aux républicains.

Pour donner à cette entreprise une apparence de justification, il va de soi qu'il faut tout d'abord persuader les gens dont on a escompté la complicité qu'il existe pratiquement entre la République et le catholicisme une incompatibilité en quelque sorte radicale. Mais, précisément, Léon XIII n'avait-il pas enseigné tout le contraire ?... Eh bien, qu'à cela ne tienne ! on s'attachera à démontrer que Léon XIII s'est trompé, et même l'on ira jusqu'à dire qu'en prescrivant aux catholiques de

cesser leur opposition à la constitution républicaine, il a dépassé les limites de sa fonction.

Je n'ai trouvé nulle part une affirmation aussi nette de ce sentiment que dans l'article du *Journal de Rennes* auquel je fais allusion et c'est pourquoi il m'a semblé qu'il convenait d'en retenir les termes. Voici donc comment l'organe monarchiste résume ses griefs et ceux de M. Flourens contre l'intervention de Léon XIII :

> M. Flourens dégage de l'acte pontifical le précepte très net fait aux fidèles de se rallier à la politique républicaine, dans l'intérêt de la France et de l'Eglise, déjà gravement menacé.
>
> « Le Pape, dit l'orateur, a fait un devoir au catholique d'être ou de devenir républicain. Ce faisant, il a poussé son pouvoir spirituel jusqu'à ses plus excessives limites ; *au dire même de quelques-uns, et non des moins compétents, il les a excédées* ».
>
> Ce qui ressort de la conduite de Léon XIII dans la circonstance, c'est que se conformant à des appels qu'il croyait sincères et estimant servir les intérêts de la France, *le Pape a dérogé à la Doctrine et à la Tradition.*
>
> M. Flourens ne pouvait se soustraire à l'examen des conséquences politiques de l'acte pontifical. Il conclut ainsi :
>
> « Le concours que Léon XIII croyait assurer à la République modérée de M. Carnot n'a profité qu'à la République jacobine de M. Combes. Les vrais, les seuls bénéficiaires de l'Encyclique pontificale sur le ralliement ont été les blocards partisans de la séparation ».

Ces lignes contiennent une double erreur — erreur de doctrine et erreur de fait — qu'il ne nous sera pas, je pense, très difficile de mettre en lumière.

Mais, d'abord, on nous permettra de prendre acte, en passant, de l'étonnante désinvolture avec laquelle le *Journal de Rennes*, journal « bien pen-

sant », accuse Léon XIII d'avoir « dérogé à la Doctrine et à la Tradition ». Ce petit détail a sa saveur et, pour quiconque sait goûter l'ironie des choses et le paradoxe des situations, il y a là de quoi se faire une pinte de bon sang (1).

Il faut savoir, en effet, que la feuille où l'on juge avec cette liberté — quelques-uns diront : cette impertinence — les actes du Pape défunt, est la même qui, depuis quelque temps, ne cesse d'appeler les foudres de l'autorité ecclésiastique sur

(1) On pouvait d'autant moins s'attendre de la part du *Journal de Rennes*, à cette outrageante appréciation des actes de Léon XIII que, quatre mois auparavant, cette feuille royaliste avait été honorée par le Saint-Siège, d'un témoignage de confiance peu banal.

On lit, en effet, dans la *Semaine Religieuse* de Rennes, du 23 mars 1907 :

« Les directeurs du *Journal de Rennes* et du *Nouvelliste de Bretagne*, ayant envoyé dernièrement au Souverain Pontife, une adresse de protestation de filial attachement, viennent de recevoir de Mgr le cardinal Merry del Val, une réponse au nom de Pie X. Nous sommes heureux de mettre sous les yeux de nos lecteurs ces deux témoignages d'estime qui seront pour les vaillants rédacteurs de ces excellents journaux, la meilleure récompense et le plus précieux encouragement.

A M. Barthélémy Pocquet, directeur
du *Journal de Rennes*

Rome, le 12 mars 1907.

Monsieur

« La satisfaction avec laquelle le Saint-Père a accueilli
« l'adresse que vous Lui avez fait parvenir et les sentiments
« de vive bienveillance qu'Il vous fait exprimer par mon
« intermédiaire pour l'inaltérable dévouement envers le
« Saint-Siège, du journal si méritant que vous dirigez, seront
« pour vous et pour vos collaborateurs dans cette noble en-
« treprise, un encouragement tout spécial.

les membres du *Sillon*, parce que ces jeunes gens inconsidérés se sont imaginé qu'en un pays où la République existe depuis 36 ans, il leur était permis de faire de la propagande républicaine sans s'inquiéter de savoir si cela plairait ou déplairait à ceux de MM. les réactionnaires cossus qui se font passer, à tort ou à raison, pour les bienfaiteurs des œuvres diocésaines. Il y a, paraît-il, un certain nombre d'évêques à qui cette indépendance du *Sillon* crée des ennuis et qui ne seraient pas fâchés de le voir renoncer à une attitude qui les expose journellement aux réclamations et aux doléances de la coterie. Mais le *Sillon* ne fléchit pas : républicain il est, républicain il restera. Alors le *Journal de Rennes* et ses congénères s'in-

---

« L'heure présente rend encore plus difficile l'accomplis-
« sement de la mission que les publicistes dévoués à la cau-
« se catholique, ont assumée pour défendre par la presse,
« la vérité et lutter de toutes leurs forces contre les mau-
« vaises doctrines.

« C'est pourquoi Sa Sainteté vous adresse, à vous et à
« vos collègues, des paroles de vif encouragement, vous
« assurant que de même que les secours de Dieu ne manque-
« ront jamais à ceux qui travaillent pour sa gloire, de même
« la bienveillance du Souverain Pontife ne saurait vous
« faire défaut.

« En attendant, comme gage de son affection paternelle,
« Sa Sainteté accorde, avec effusion de cœur, à vous et à
« vos collègues de la rédaction, Sa bénédiction apostolique.

« Je saisis l'occasion de me dire — en vous adressant
« l'expression de mes sentiments d'estime très distinguée.

Votre affectionné et dévoué
R. Cardinal MERRY DEL VAL »

La *Semaine Religieuse* de Rennes reproduit ensuite le texte d'une dépêche analogue adressée au *Nouvelliste de Bretagne*.

dignent. Ils dénoncent l'insubordination de Marc Sangnier et de ses camarades ; ils demandent que l'interdit soit prononcé contre eux. Et il y a de bonnes âmes qui se laissent prendre à ce jeu, qui gémissent sur l'indiscipline du *Sillon*, pour qui la liberté d'allures du *Sillon* est un vrai scandale. Mais si, par la suite, les journaux qui se plaignent si vivement de l'insoumission des sillonnistes, entreprennent de discréditer l'œuvre d'un Pape et poussent l'outrecuidance jusqu'à reprocher à Léon XIII d'avoir « dérogé à la Doctrine et à la Tradition », ces mêmes bonnes âmes ne sont plus scandalisées le moins du monde et cette accusation, l'une des plus graves, sinon la plus grave, que l'on puisse porter contre le chef de l'Eglise leur paraît non seulement excusable, mais digne de louanges !

L'idée ne m'en est jamais venue et elle ne pouvait pas m'en venir : mais supposez un instant que j'eusse osé parler de Pie X, dans l'*Ouest-Eclair*, comme le *Journal de Rennes* parle de Léon XIII, et dites-moi si, tout aussitôt, les *Semaines Religieuses* de la région, et toute la « bonne presse », et tous les chanoines qui écrivent dans les journaux — y compris ceux qui honorent mon confrère de leur vénérable collaboration — ne seraient pas partis en guerre. Je sais même plus d'un diocèse où l'*Ouest-Eclair* aurait sûrement fait les frais d'un communiqué sévère dont il n'est pas très difficile de deviner les considérants et moins difficile encore de prévoir le dispositif. Et j'avoue que je n'aurais guère eu le droit d'en exprimer de la surprise !...

Mais laissons ces amusettes. Si égayantes qu'elles soient pour l'ironiste qui aime à se divertir au spectacle de l'humaine comédie, elles ne constituent, en effet, qu'un tout petit aspect de la grosse question qui se pose aujourd'hui devant l'opinion catholique française et de la solution de laquelle dépend, pour une large part, l'avenir des idées religieuses dans notre pays, et non seulement des idées religieuses mais, par voie de conséquence, — c'est du moins ma conviction, — l'avenir du pays lui-même.

Il y a un temps pour se taire, dit un proverbe, et il y a un temps pour parler. Je crois que le temps de parler est venu. Il s'agit de savoir, comme je l'écrivais plus haut, si la conjuration des partis réactionnaires qui, en déconsidérant l'œuvre d'un grand Pape, se proposent de briser l'élan qu'il avait imprimé aux énergies conquérantes des jeunes générations catholiques, sera couronnée de succès. S'il devait en aller de la sorte, ce serait à désespérer de la clairvoyance et du bon sens de nos coréligionnaires. Le fossé, déjà si large, qui les sépare de la France républicaine, deviendrait bientôt infranchissable et l'œuvre capitale de la pacification religieuse, préface obligée de la réconciliation nationale, serait frappée pour longtemps d'un échec irrémédiable.

Il faut empêcher cela. Et pour l'empêcher, il faut, en dévoilant certains sophismes, d'ailleurs assez grossiers, et en démasquant l'arrière-pensée de leurs auteurs, rendre courage aux âmes de bonne volonté.

Je vais essayer d'apporter ma modeste contribution à cette besogne nécessaire en disant sur quelques points essentiels, et aussi clairement que possible, tout ce que je pense qu'il faut dire.

II

LES MONARCHISTES REVOLUTIONNAIRES

J'ai cité plus haut l'opinion monarchiste d'après laquelle le pape Léon XIII, en sollicitant les catholiques français de cesser le combat contre la République, aurait « dérogé à la Doctrine et à la Tradition », et j'ai dit que cette opinion n'était pas soutenable. Cela est si vrai que, pour la soutenir, on est obligé de recourir à d'artificieuses amplifications et, premièrement, de dénaturer le caractère de l'intervention pontificale.

C'est ainsi, notamment, que l'on parle d'un « précepte très net fait aux fidèles de se rallier *à la politique républicaine* » ou, encore, du devoir imposé aux catholiques par le pape défunt « *d'être ou de devenir républicains* ». Et alors, on a beau jeu pour s'exclamer : « Vous voyez bien que Léon XIII a excédé les limites de son magistère ! »

Il les aurait excédées, en effet, s'il avait dit ce qu'on lui fait dire. Mais il ne l'a pas dit. Et l'on éviterait ces confusions, l'on aurait scrupule de commettre des inexactitudes aussi grossières si l'on voulait bien se donner la peine de distinguer, dans les directions de l'illustre prédécesseur de Pie X,

ce qui est enseignement doctrinal ou précepte moral, d'une part, de ce qui est, d'autre part, conseils avisés de l'homme politique et du diplomate.

Léon XIII est intervenu, il y a quinze ans, pour rappeler tout d'abord aux catholiques une vérité fondamentale que beaucoup d'entre eux semblaient avoir désapprise dans notre pays, à savoir que les questions de formes de gouvernement et de régimes politiques n'intéressent pas le dogme et qu'en cette matière — qui est, essentiellement, de l'ordre civil — les croyants sont donc entièrement libres de leurs préférences. D'où il suit, cela est clair, qu'un catholique peut préférer la monarchie à la République ; mais d'où il suit également — et si cela n'est pas moins clair, cela, cependant, était vivement contesté, dans la pratique, quand Léon XIII intervint — qu'un républicain n'est pas nécessairement un hérétique au petit pied, encore moins un anarchiste dangereux, et que même il peut être un excellent chrétien.

Il fut un temps où cette manière de dicton sévissait parmi les catholiques : « Tous les républicains, disait-on, ne sont pas des canailles ; mais toutes les canailles sont des républicains ». Formule piquante et révélatrice de tout un état d'âme !... En fait, elle équivalait à proclamer la quasi-impossibilité de concilier avec un dévouement sincère aux institutions républicaines le souci d'une politique de justice et d'honnêteté. On concédait qu'il y avait quelques républicains très rares qui étaient, en même temps, gens honorables et braves gens ; mais on ajoutait aussitôt qu'ils ne

l'étaient qu'au prix d'une inconséquence forcée, d'une contradiction fatale entre leurs convictions et leur conduite. Au bout du compte, républicanisme et catholicisme étaient considérés comme s'opposant inévitablement l'un à l'autre et si l'on voulait n'être pas suspect aux défenseurs de l'autel, il fallait montrer que l'on souhaitait avec eux le rétablissement du trône.

Aujourd'hui, les monarchistes eux-mêmes conviennent — sans doute parce que c'est leur tour d'en profiter — que les convictions politiques sont indépendantes des convictions religieuses (1). Volontiers, ils diraient qu'en invitant les catholiques à s'en souvenir, Léon XIII a parlé le langage de la plus banale évidence ; mais la courte évocation que je viens de faire d'un passé encore tout récent suffit à prouver qu'il est des moments où certaines évidences sont trop méconnues pour qu'il soit inutile de les replacer sur le chandelier.

Aussi bien Léon XIII ne s'en tint pas là. Pour achever de dissiper dans l'âme des catholiques les équivoques et les erreurs que l'esprit de parti y avait accumulées et dont la religion paraissait devoir être la première victime, il prit soin de formuler, à côté de la décision doctrinale que j'ai dite, un précepte de morale sociale qui en fixait très nettement le sens et la portée pratiques. Et ce faisant, il était loin d'innover ,puisqu'au con-

(1) Il y a cependant, et en assez grand nombre, des monarchistes qui soutiennent encore la thèse de l'incompatibilité entre le catholicisme et la République. On trouvera plus loin, aux *Notes et documents*, quelques textes qui portent l'empreinte de cet état d'esprit.

traire, c'était l'enseignement traditionnel de toute l'Eglise, le plus constant, le plus certain, le plus indiscuté, j'entends celui qui concerne le respect dû par les chrétiens aux pouvoirs établis, dont il remettait en lumière les principes.

— Vous pouvez à votre gré, disait-il aux catholiques, être monarchistes ou républicains. Mais si vous êtes monarchistes, prenez bien garde que votre action politique est limitée par les exigences de l'intérêt social ou, pour parler comme les théologiens, du « bien commun ». Le bien commun, la conservation sociale, la tranquillité publique réclament que vous soyiez soumis au gouvernement républicain et vous interdisent de chercher à le renverser. Ni sédition ni violence ; respect de la légalité et des institutions établies : c'est la seule attitude qui convienne à des catholiques ; c'est l'attitude des catholiques d'Angleterre, de Belgique et d'Allemagne à l'égard de leurs monarchies respectives, et ce doit être celle des catholiques de France à l'égard de la République.

Cela étant, il semble bien que nos monarchistes n'étaient guère en droit de se plaindre de la situation morale qu'on leur imposait.

Monarchistes, ils pouvaient le rester. On ne leur demandait nullement, comme ils le soutiennent aujourd'hui, de « devenir républicains » et pas davantage de « se rallier à la politique républicaine ». Ils pouvaient continuer de croire, en toute liberté, à la supériorité de la monarchie sur la République ; et, le croyant, ils pouvaient continuer de le dire. Bien mieux : puisque la Répu-

blique est ou doit être un gouvernement de libre discussion, un gouvernement d'opinion, un gouvernement de suffrage universel qui ne se maintient que par l'adhésion sans cesse renouvelée de la volonté nationale, il leur était loisible, sans sortir le moins du monde du terrain légal, de propager leurs idées, de les rendre populaires et de refaire au pays une mentalité monarchique. Et, sans doute, en agissant ainsi, il s'en fallait de beaucoup qu'ils correspondissent aux conseils et aux désirs de Léon XIII, mais je ne pense pas qu'on pût les accuser, pour autant, de rejeter ce qui était de précepte dans ses directions. Plusieurs d'entre eux, d'ailleurs, ne se sont pas fait faute d'adopter cette ligne de conduite et je ne sache pas qu'à Rome, on ait jamais mis en doute, pour ce motif, leur orthodoxie.

Ce que, par contre, les monarchistes n'ont jamais eu le droit de faire, c'était et c'est encore de se couvrir du pavillon religieux pour accroître les chances de leur propagande ; c'était et c'est encore de contester le caractère régulier et légal d'une forme de gouvernement maintes fois consacrée par la presqu'unanimité du peuple français ; c'était et c'est encore de se constituer en parti de factieux, de guetter avec impatience toutes les occasions de révolte contre le régime républicain, de se lancer et d'entraîner avec eux la masse des catholiques dans toutes les aventures susceptibles d'aboutir au renversement de la République.

Et qu'on ne vienne pas nous dire que, sur ce point, le *non licet* de Léon XIII était inutile, les

monarchistes n'ayant jamais eu la pensée de déborder les limites de la légalité ni l'envie de faire une révolution. Contre une telle assertion toute l'histoire de nos crises intérieures porte témoignage. Nul n'ignore, par exemple, que si les états-majors du parti royaliste lièrent partie, il y a dix-neuf ans, avec le général Boulanger, leur seul motif déterminant fut l'illusion où ils étaient que le boulangisme allait immanquablement se dénouer en un mouvement insurrectionnel où leur prétendant trouverait aisément son compte. Un peu plus tard nous les retrouvons dans le nationalisme, prenant une part active aux échauffourées de l'affaire Dreyfus, puis tout déconfits quand ils sont obligés de constater que les généraux ne veulent pas « marcher » et que le coup d'Etat militaire ne se fera pas. Enfin je ne pense pas révéler quelque chose de bien sensationnel en signalant ici les théories particulièrement violentes des monarchistes de l'*Action Française*. « Par tous les moyens », disent-ils. Et ils le disent sans hésitations ni réticences d'aucune sorte et non pas à huis-clos, dans le secret de conciliabules mystérieux, mais publiquement, hautement, bruyamment, avec bravoure et fierté. Qu'un incident favorable vienne à se produire et la « brigade de fer » — c'est ainsi qu'ils désignent le petit groupe de gens résolus que n'arrêtent pas de vains scrupules légalitaires — s'élancera pour le coup de main libérateur qui doit sauver la France en « étranglant la Gueuse » (1).

(1) V. aux *Notes et documents*, le chapitre intitulé « Les monarchistes révolutionnaires ».

Certes, dans l'énoncé de ce plan d' « action directe », il entre une assez forte dose de chimère et de vantardise. Pas assez forte cependant pour que l'on puisse passer outre aux tendances réellement inquiétantes qui s'y manifestent et dont malheureusement l'on retrouve la trace même dans des milieux réputés plus raisonnables. Examinez, par exemple, la mentalité de ces catholiques encore trop nombreux qui se disent et qui se croient « catholiques avant tout » et qui ne veulent pas qu'on les embrigade sous une autre bannière que celle du « parti catholique », mais qui pendant si longtemps reçurent le mot d'ordre des chefs monarchistes et, plus ou moins consciemment, sont restés, dans le fond de leur âme, d'incorrigibles réactionnaires. Cette foi au sauveur, cette attente d'on ne sait quel chambardement miraculeux d'où la France sortirait purifiée et régénérée, cette propension irrésistible à encourager de sa sympathie et de ses applaudissements toute agitation politique au bout de laquelle, l'imagination aidant, l'on a cru entrevoir une solution de coup d'Etat, ce rêve excitant de l'insurrection du peuple chrétien se levant tout à coup pour défendre ses droits, « la croix dans une main et la fourche dans l'autre » (1), n'est-ce pas là l'état d'esprit d'une foule de braves

(1) « La croix dans une main, la fourche dans l'autre » : cette expression est, si je ne me trompe de M. Piou, parlant à Nancy, au plus fort de la crise des inventaires, dans une réunion de l'*Action Libérale*.

Si je rappelle ce mot de bataille, ce n'est pas, qu'on m'entende bien, dans une pensée de malveillance à l'égard de l'éminent orateur, mais uniquement pour souligner d'un

gens, d'apparence plutôt pacifique et qui, sans doute, ne se transformeraient pas, du jour au lendemain, en émeutiers, mais dont c'est déjà trop que l'on puisse escompter, pour le jour où l'édifice républicain serait ébranlé, le coup de pouce qui en hâterait l'écroulement ?...

Et s'il en va de la sorte, si quinze ans après l'intervention de Léon XIII, il subsiste, en France, un parti de monarchistes révolutionnaires dont les théories ne répugnent pas à tous les catholiques et dont les meneurs peuvent même quelquefois se

---

trait rapide, la manifestation de sentiments qui peuvent être parfois assez violents et assez impérieux pour obliger un homme aussi sage que M. Piou à les subir.

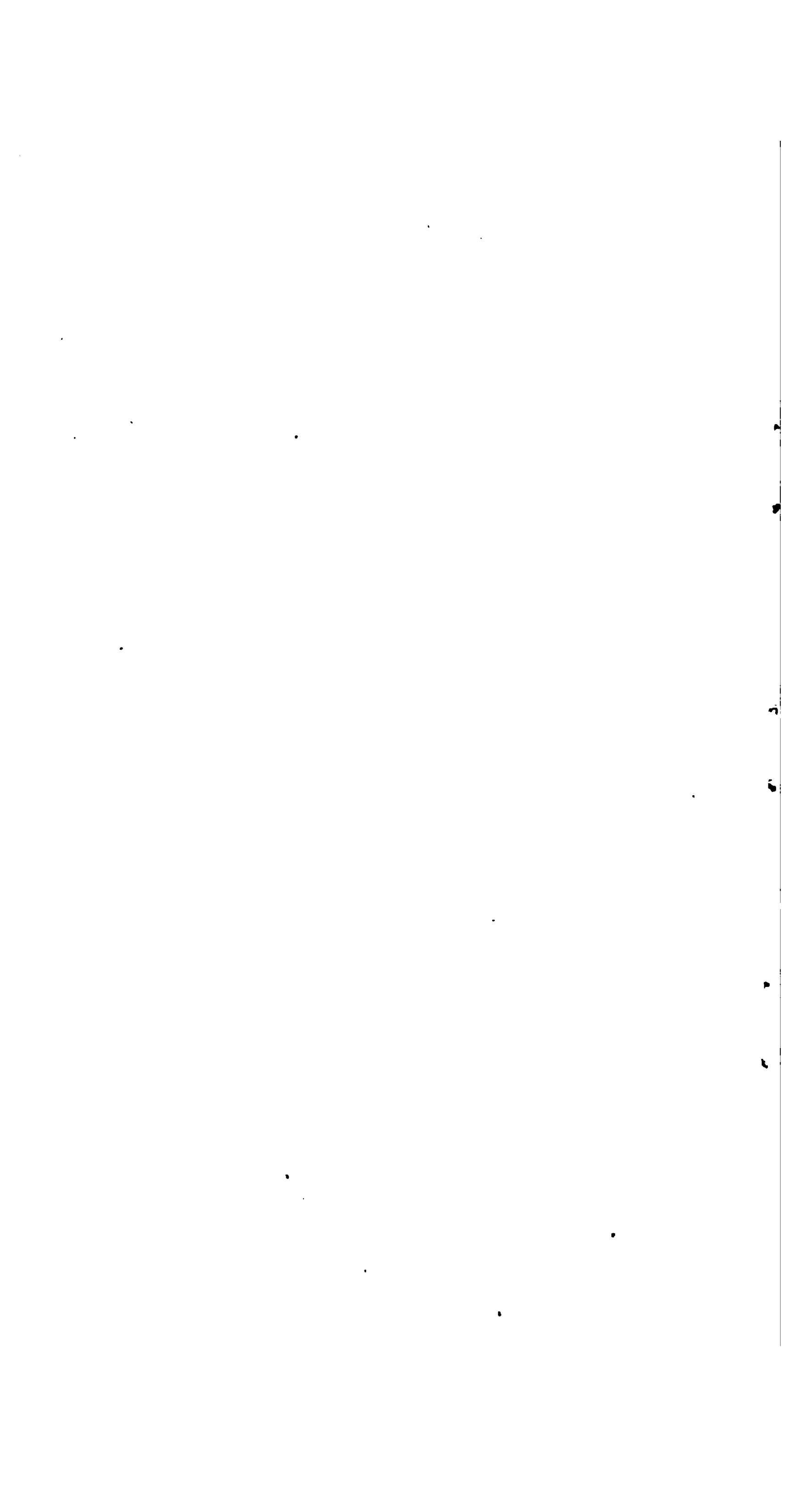
Et puisque j'en trouve ici l'occasion, je tiens à dire toute l'admiration que j'éprouve pour la noblesse d'âme, la générosité de cœur et la hauteur de vues d'un homme qui ne me paraît avoir commis d'autre erreur que celle de se laisser déborder, sous prétexte d'union, par la droite de son parti. On peut se trouver en désaccord partiel et momentané avec M. Piou et aussi avec son compagnon de luttes, le comte Albert de Mun. On ne peut pas cesser de les aimer pour tout le bien qu'ils ont voulu faire l'un et l'autre, au cours de leur longue carrière, et pour toutes les injures qu'ils ont jadis supportées quand, à la voix de Léon XIII, ils eurent l'héroïque courage de briser certains liens politiques et de sacrifier des amitiés qui leur étaient précieuses.

Ajouterai-je, en ce qui concerne plus particulièrement M. de Mun, que nous n'oublierons jamais qu'il a contribué plus qu'aucun autre, par son incomparable éloquence, à la fondation et au développement de l'*Ecole sociale catholique* dans notre pays.... Et comment, enfin, malgré les divergences de l'heure présente, ne lui garderions-nous pas, au plus intime de nous-mêmes, cette affection tendre et fidèle qu'il faut éprouver pour l'homme à qui beaucoup d'entre nous doivent peut-être d'avoir, au contact de sa grande âme, découvert la leur ?...

flatter d'avoir conquis la confiance et l'amitié de certains hommes d'Eglise, (1) comment s'y prendra-t-on pour nous démontrer que cet avertissement solennel du Pape portait à faux ?

La vérité, c'est que jamais peut-être il ne fut plus nécessaire de rappeler à des chrétiens le caractère respectable du pouvoir civil et les principes élémentaires de toute bonne ordonnance sociale. Principes gênants, je le veux bien, pour les ennemis de la République puisque, dans la circonstance, c'était « la Gueuse » qui bénéficiait de leur application ; mais principes vieux comme l'Eglise elle-même et dont il était impossible que le Pape, gardien de la Doctrine et de la Tradition, consentit à souffrir indéfiniment la mise en échec. Le catholicisme n'est pas une école d'anarchie ni une religion de coups d'Etat, et puisque tant de gens qui se disaient ses défenseurs semblaient l'avoir si complètement oublié, ce n'était pas trop, sans doute, de la parole d'un Souverain-Pontife pour les obliger à s'en souvenir.

(1) « Un prélat éminent, Mgr l'évêque de Montpellier a bien voulu venir lui-même, au début de l'été dernier, encourager tout notre effort de sa très haute approbation ». (*Action française* du 1er novembre 1907, p. 198).



III

LE REVE D'UN GRAND PAPE

Reculons par la pensée, si vous le voulez bien, de quelque quinze ans en arrière et représentons-nous non pas, certes, ce qui a été, mais ce qui aurait du être.

Nous sommes en 1892.

Les catholiques de France viennent de faire un examen de conscience courageux et loyal. Ils ont enfin compris pourquoi la grande masse de leurs compatriotes les tient de plus en plus en suspicion, pourquoi leurs réclamations, même les plus justifiées, contre le traitement dont ils sont l'objet de la part des détenteurs du pouvoir, se heurtent, dans le pays, à une indifférence qui ressemble beaucoup à de l'hostilité. Ils se disent : « Il faut changer cela. Et, pour le changer, il faut ,d'abord, nous changer nous-mêmes »... Alors, nous assistons à ce spectacle prodigieux : *les catholiques de France s'adaptent à la réalité nationale.*

Désormais dans leur patrie, ils ne seront plus des émigrés à l'intérieur, « des hommes qui ne voient ni n'entendent, assis aux portes des cimetiè-

res, pleurant sur des tombes à jamais fermées, et oubliant le monde vivant qui les pousse » (1). Non, ils seront des hommes de leur siècle et rien de ce qui caractérise l'âme française contemporaine ne leur sera étranger. Ils vibreront à l'unisson de cette âme, ils en sentiront toutes les tendances, toutes les aspirations, ils en partageront toutes les légitimes préférences ; et ils s'efforceront de réaliser, en eux et autour d'eux, toutes les qualités d'esprit et de volonté dont la mise en valeur leur permettra de travailler efficacement à l'œuvre de progrès moral et social que ces préférences, ces tendances et ces aspirations supposent.

La France, après un siècle de révolutions, croit avoir trouvé dans le régime républicain la forme définitive de son idéal politique. Là-dessus son sentiment est certain, on ne l'en fera pas revenir et c'est parce que les catholiques s'y sont naguère essayés qu'ils ont amassé contre eux tant de défiances et tant de rancunes. Mais, peu à peu, ces défiances et ces rancunes vont s'atténuer et, bientôt, vous les verrez même faire place à la surprise, puis à la sympathie et, enfin, à la confiance.

Les catholiques, en effet, ont reconnu leur erreur. Ils s'inclinent devant la volonté du pays ; et non seulement, ils s'inclinent, ce qui ne serait, somme toute, qu'une manière de se résigner ; mais ils entrent, pour la plupart, dans les vues et dans les espérances des masses populaires. « Il y a une façon de prendre son parti, qui est de le pleurer,

(1) Discours de Mgr Ireland, archevêque de Saint-Paul, au Congrès catholique de Baltimore, en 1889.

une manière de rompre avec le passé en gardant vivante la mélancolie des choses mortes, un air de tenter une opinion comme une épreuve ou de s'y résigner comme à une contrainte » (1). Les catholiques savent cela et qu'il faut à tout prix éviter pareil écueil. Ils ne veulent pas que leur attitude trahisse « une répugnance instinctive et un dédain inconscient pour les institutions acceptées », car, alors, « la barrière de défiance qui les isole du peuple ne tomberait pas ». Pour eux, « la République n'est pas une rade foraine d'où ils étendront, au premier souffle, leurs voiles vers un rivage innommé. La République est le port où abordent leurs longues incertitudes, où ils prennent terre pour jamais ». Et comme « la sincérité seule a le don divin de la persuasion, parce qu'elle gagne à la fois les intelligences et les cœurs », arrière les déclarations vagues et équivoques !.... Dans leur langage, les catholiques seront précis et loyaux. Même, « ils ne s'offenseront pas si on leur demande, plus qu'il ne serait discret, de répéter leurs engagements envers la République. Ils les ont fait si longtemps attendre ! » Aussi bien, ils n'ignorent pas que « plus on les verra résolus, moins on exigera de gages, et qu'ils passeront pour républicains dans l'exacte mesure où ils se sentiront l'être eux-mêmes ».

Et pourquoi, d'ailleurs, ne le seraient-ils pas ?

---

(1) Si je guillemette cette phrase et quelques autres qui suivent, c'est qu'elles ne sont pas de moi, mais de M. Etienne Lamy, dans son magistral article de la *Revue des Deux-Mondes* (1er juin 1892) sur « le devoir des conservateurs ».

Pourquoi, à défaut des chefs, trop compromis dans les luttes politiques de la veille et à qui l'on ne saurait demander de renier d'anciennes convictions, la masse des catholiques, clergé et fidèles, n'irait-elle pas à la République comme le reste des Français, de propos délibéré et parce que ce régime lui apparaît comme le plus conforme aux destinées ultérieures de la nation, comme étant celui dont la souplesse et la plasticité se prêteront le plus aisément aux grandes transformations sociales de l'avenir ? Et, enfin, pourquoi de cette masse catholique elle-même, ne verrait-on pas surgir une génération d'hommes politiques nouveaux, républicains sincères, démocrates convaincus, dont la vie publique serait comme la caution du loyalisme civique de leurs coréligionnaires ?...

Encore une fois, supposons qu'il y a quinze ans, les catholiques de France ont fait cet effort de raison et de patriotisme et qu'à ces questions, telles que je viens de les poser, ils ont répondu par l'affirmative. Dès lors, la République étant acceptée et les aspirations démocratiques du pays étant comprises ,partagées et servies par eux, quel changement dans la situation !...

Ni ombrageux ni boudeurs, ni perturbateurs ni frondeurs, ni révoltés ni retardataires ; respectueux du pouvoir civil, amoureux de la tranquillité publique, fidèles observateurs des lois, ayant la violence en horreur et ne demandant jamais plus que ne le permettent l'équité et la justice ; bons républicains, en un mot, bons démocrates et bons citoyens : voilà ce qu'auraient pu être, de

1892 à 1907, les catholiques. Joignez à ces qualités essentielles quelques unes de ces aimables vertus qu'il semble que des chrétiens, pénétrés de l'esprit de l'Evangile, devraient posséder au suprême degré : de la bienveillance, de la tolérance (1), de la bonté, un peu de ce « lait de l'humaine tendresse » dont parlait le poëte latin, de cette charité intellectuelle qui amollit, à la longue, les âmes en apparence les plus dures et qui achève par le cœur les conquêtes de la raison : et dites-moi si de tels hommes, par leur intelligence des besoins du pays, par leur sympathie active et militante pour toutes les idées généreuses, par leur dévouement à toutes les justes causes et enfin par le constant souci de ne jamais blesser les âmes de bonne foi, de voir plutôt dans leurs adversaires des amis du lendemain que d'irréconciliables ennemis, oui, dites-moi si de tels hommes n'auraient pas conquis, au bout de quinze années d'efforts et d'exemples, en même temps que la plus légitime et la plus solide des popularités, la liberté religieuse la plus entière et la mieux assurée, celle qui se fonde

---

(1) Dans son si intéressant *Exposé de la Doctrine catholique*, M. l'abbé Girodon cite cette réflexion du Père Deschamps, depuis archevêque de Malines :

« L'erreur par elle-même n'a pas de droits, sans doute ; *mais les âmes trompées ont des droits*, surtout lorsqu'elles sont héritières des erreurs qui les trompent, et parmi ces droits, il faut compter celui d'être détrompées comme doivent l'être des intelligences libres, des consciences sincères... (*Question religieuse*, t. II, chap. XVII, § 1.)

C'est une excellente définition de la tolérance.

Et n'est-ce pas M. l'abbé Birot, vicaire-général d'Albi, qui a trouvé cette formule heureuse : « *La tolérance est la forme juridique de la charité* » ?

sur la reconnaissance et le respect d'une nation à qui l'on a su prouver qu'on sentait comme elle, qu'on vivait avec elle et pour elle, qu'on voulait être ses fils les meilleurs et les plus désintéressés ?

Le génie politique d'un grand Pape avait formé ce rêve et conçu cette espérance.

Léon XIII connaissait l'état moral et social de la France et, le connaissant, il ne pouvait pas ne pas désirer que les catholiques se conformassent aux préférences si souvent et si clairement exprimées de l'immense majorité de leurs concitoyens. Pour le bien de l'Eglise, pour le bien du pays lui-même, de ce pays qu'il aimait d'un amour de prédilection et dans les destinées duquel il avait une confiance inébranlable, il importait que ce désir fût exaucé. Mais ce n'était qu'un désir, ce ne pouvait pas être un ordre, car les opinions politiques sont soustraites, par leur nature même, aux commandements du magistère religieux, et s'il est vrai, comme nous l'avons déjà constaté, que Léon XIII n'excédait pas les limites de ce magistère en rappelant aux catholiques leurs devoirs généraux de soumission aux pouvoirs publics, il est non moins certain qu'il les eût excédées s'il avait prétendu leur imposer des convictions républicaines qui leur répugnaient. Le supposer capable d'une pareille entreprise de violence sur la liberté civique des fidèles, c'est adresser à sa mémoire la plus imméritée des injures, et c'est commettre un véritable mensonge historique.

C'est qu'en effet, si Léon XIII fut, au sens large et élevé du mot, un Pape politique, il ne fut pas un Pape politicien et volontiers je dirais, à condition que l'on entende par « cléricalisme » la prétention des hommes d'Eglise à vouloir régir l'administration des affaires temporelles et laïques, qu'il fut le moins clérical des Papes. Avec quelle indignation il proteste, dans l'une de ses Lettres, (1) contre ceux qui accusent l'Eglise de vouloir « *se ménager une domination politique sur l'Etat* » ! C'est là, dit-il, une « diffamation audacieuse », une « astucieuse calomnie ». On s'explique dès lors pourquoi il ne cessa de prohiber l'immixtion de la religion dans les antagonismes de partis. Suivant l'heureuse expression de M. Georges Goyau, « il ne voulait point permettre que le facteur religieux devînt un diviseur ». Allant plus loin, il aimait peu les partis confessionnels : « il redoutait que sous leurs enseignes, la religion ne dessinât des lignes de démarcation dans la société, au lieu d'y faire s'aplanir, au contraire, un terrain d'union » (2). Et, pour ce qui concerne plus particulièrement la France, on peut être sûr que si des évêques ou des religieux s'étaient mis en tête de vouloir organiser le « parti catholique », il les eût aussitôt arrêtés d'un geste (3). Ce qu'il sou-

(1) Encyclique du 6 février 1892.
(2) G. Goyau : « *Autour du catholicisme social* » (troisième série) p. 268.
(3) Les lignes suivantes d'une lettre adressée, en novembre 1905, par M. de Mun à M. Monis, sont à retenir :
« Dans le discours que vous avez prononcé hier à la tribune du Sénat, vous avez, afin de justifier vos attaques contre

pensée, servir la cause républicaine et démocratique, ne fussent pas contrecarrés, calomniés, traînés dans la boue et finalement discrédités dans les milieux « bien pensants », par les conservateurs et les monarchistes...

Il avait trop présumé de la clairvoyance et de la générosité politiques des catholiques, et c'est en

---

M. de Marcère, qui fut ministre de l'Intérieur dans le cabinet très modéré de M. Dufaure, et qui, maintenant, remplit, si nous ne nous trompons, les fonctions de président de la *Patrie française*, examine, dans le livre qu'il a consacré à la période décisive du *Seize Mai*, l'état des esprits en 1877. Et voici ce qu'il écrit au sujet de l'attitude des catholiques dans ce moment là :

« Les exubérances de zèle en fait de foi religieuse, les manifestations outrancières, les excès de langage et de gestes dans cet ordre d'idées et de faits qui touchaient à ce qu'il y a de plus intime dans l'âme humaine, ont en soi quelque chose de malséant qui blesse un sentiment très commun chez nous, et qui est fait de mesure, de goût, de respect aussi pour les choses de la religion, quand on sent qu'elle est vraie et par conséquent intérieure. Auprès des gens qui sont dégagés de croyances ou qui se croient tels, des fautes ou des maladresses de ce genre sont tournées en ridicule ou suscitent des colères, chacun selon son humeur. Mais chez tout le monde, elles causaient une irritation très vive, du moment où on y voyait poindre la politique, où l'on pouvait soupçonner que, par un genre nouveau de simonie, on mêlait l'humain et le divin dans des promiscuités choquantes, où ce qu'il y a au monde de plus respectable prenait le masque de l'hypocrisie, celui de tous les vices peut-être qui inspire aux Français le plus de mépris.

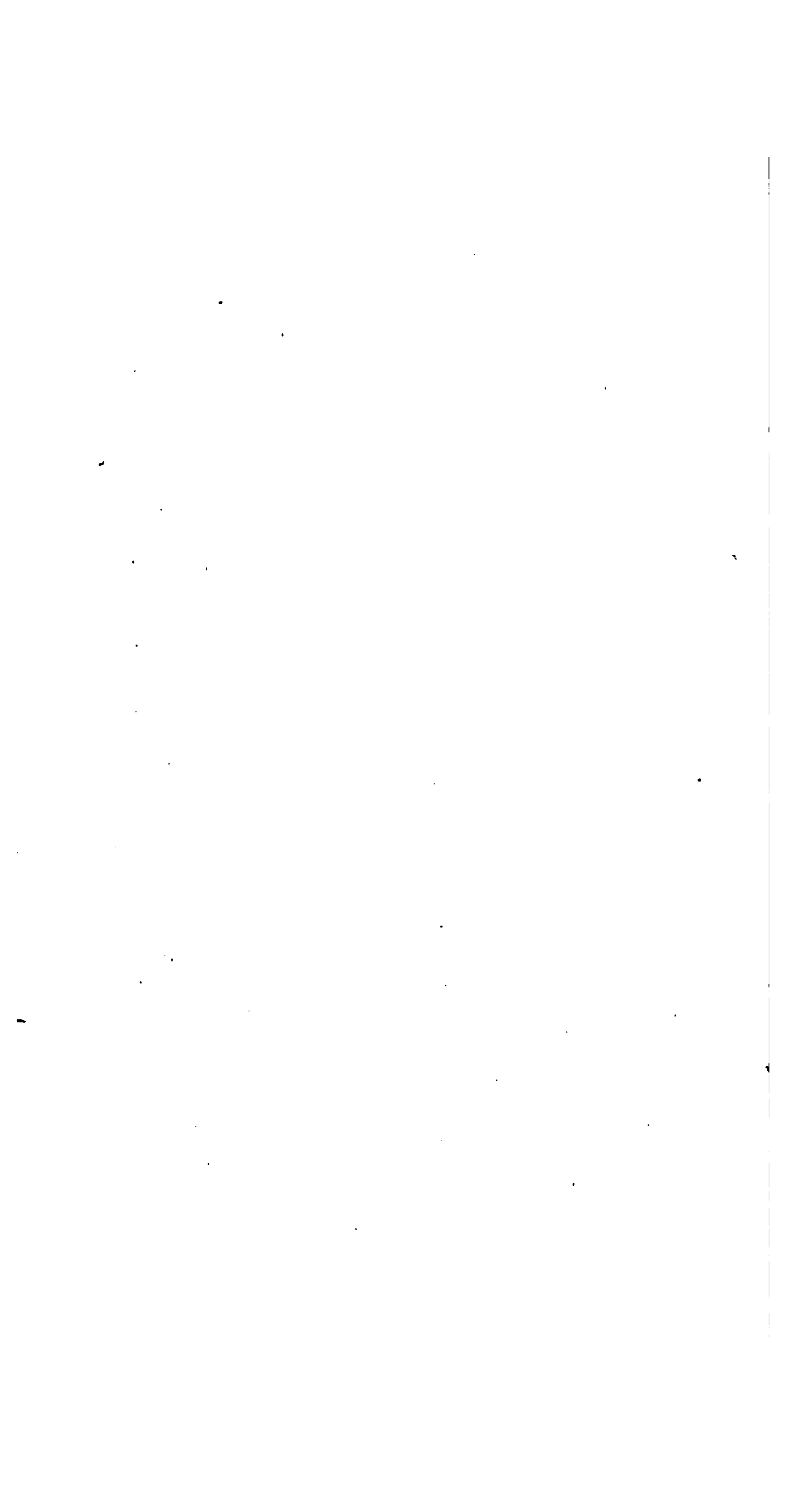
Ces erreurs de conduite du clergé et des simples laïques, étaient sévèrement jugées dans le parti républicain, avec regret par les uns, avec une satisfaction mauvaise par les autres, parce que c'étaient des armes qu'on leur fournissait ; mais chez tous elles causaient une impression pareille. On les imputait aux sentiments présumés, à la volonté décidément arrêtée de la Droite, et des amis qu'elle avait à l'Elysée, de renverser la République. » (*Le Seize Mai et la fin du Septennat*, p. 35. — Paris, librairie Plon).

ce sens, mais en ce sens seulement, que l'on peut dire qu'il s'est trompé. Encore convient-il de remarquer que cette erreur ne va pas au-delà du temps présent et qu'elle n'engage pas l'avenir.

Les élections de 1898 ont été, après la courte éclaircie de l' « esprit nouveau » et du ministère d'apaisement de M. Méline, le Sedan électoral des catholiques français (1) et c'est en vain que, depuis lors, ils ont essayé de reconquérir la confiance populaire en réorganisant avec l'*Action Libérale* et sur un vague terrain constitutionnel, la vieille *Union conservatrice* de 1885. Leur débâcle est complète et, s'ils persistent dans les errements qui la rendirent fatale, elle sera définitive. Mais, si le rêve de Léon XIII a subi cet échec momentané, l'avenir, croyons-nous, lui réserve une revanche. C'est le propre des grandes pensées de survivre, dans l'histoire, aux génies qui les conçurent. Celle-ci est encore féconde et les énergies auxquelles elle continue tous les jours de donner l'essor, la vengeront, tôt ou tard, des injustes dédains qui pèsent sur elle.

---

(1) Il est maintenant bien établi que si ces élections tournèrent à l'avantage des jacobins, la responsabilité en incombe, pour une très large part, à la *Croix* et aux catholiques intransigeants qui, contrariant et paralysant les efforts de M. Etienne Lamy et de la *Fédération électorale*, combattirent un peu partout les candidats républicains progressistes, sous prétexte que leurs déclarations n'étaient pas assez nettes au point de vue religieux, et favorisèrent ainsi le succès d'une soixantaine de radicaux. (Consulter sur ce point un très intéressant article publié par le *Journal de Roubaix*, du 29 janvier 1900, sous cette signature : « *Un religieux républicain* ».



IV

LA TROUEE

J'ai essayé, dans les pages qui précèdent, d'exposer, en quelques traits larges et rapides, l'admirable rêve de pacification religieuse et nationale que le génie de Léon XIII avait formé pour la France, et j'ai dit comment les conseils de ce grand homme s'étaient heurtés tout ensemble à l'inintelligence politique de la masse des catholiques et au mauvais vouloir de leurs chefs.

Il y eut pourtant, dans ce temps-là, un groupe d'hommes, une sorte de bataillon sacré pour qui cette intervention avait été comme une délivrance et qui, résolument, se jeta dans le combat, plein de joie et de confiance à la pensée qu'en travaillant à l'avancement de ses propres idées, il allait, par surcroît, correspondre aux vues du chef de l'Eglise.

Jeunes, pour la plupart, ces soldats d'avant-garde avaient foi dans la démocratie. A leurs yeux, la République n'était pas un pis-aller auquel on se résigne la mort dans l'âme ; c'était l'aboutissant

logique et nécessaire de l'idée démocratique. Dès lors, entre eux et les catholiques réactionnaires, une scission était fatale et elle se serait faite un jour ou l'autre, car ils ne pouvaient admettre que, sous prétexte de défense religieuse et alors surtout que la principale raison des coups que l'on portait à l'Eglise, c'était qu'on la considérait comme le bouclier de la monarchie, on voulut les condamner à se faire les humbles servants des Prétendants en disponibilité. En dissociant la cause du catholicisme de celle des anciens partis et en proclamant l'utilité pour la religion elle-même d'une adhésion des catholiques à la République, Léon XIII vengeait par avance du reproche de trahison religieuse l'action républicaine des catholiques démocrates.

Les catholiques démocrates !... Voilà quinze années qu'ils luttent à l'intérieur et à l'extérieur de leur Eglise, et voilà quinze années qu'au dedans comme au dehors, ils voient se dresser contre eux les mêmes défiances, les mêmes suspicions, les mêmes colères. S'ils ont connu l'âpre ivresse de la bataille, on ne peut pas dire qu'ils aient jamais savouré les joies reposantes de la victoire complète et définitive. Par contre, ils ont éprouvé des amertumes sans nombre et les plus cruelles déceptions. A gauche, parce qu'ils restaient debout dans l'affirmation loyale de leur idéal chrétien, on a mis en doute, pendant longtemps, la sincérité de leur attitude républicaine. Des politiciens, d'anciens conservateurs ralliés au radicalisme et qui semblent ne s'être attachés à la République que dans

la mesure où ils peuvent en attendre faveurs et provendes, des arrivistes qui, volontiers, font étalage d'opinions avancées, mais que l'on n'a jamais vu souffrir pour ces opinions, et qui paraissent n'avoir conçu le régime dont ils se réclament que comme une démocratie de profiteurs, ont osé contester la réalité d'un loyalisme civique chaque jour soumis à l'épreuve des contradictions les plus violentes et des plus humiliants mépris. Car, tandis que les républicains officiels leur tenaient rigueur du fait de leurs convictions religieuses, à droite on ne pouvait se résoudre à leur pardonner leur fidélité républicaine et les ardeurs justicières d'un sentiment démocratique toujours en éveil. Artisans de discorde, semeurs de schismes et d'hérésies parce qu'ils refusaient de s'incliner sous la houlette ou plutôt sous la férule des pasteurs laïques de l'Eglise électorale ; excitateurs des passions démagogiques, fauteurs d'anarchie et de révolution, parce qu'il ne leur convenait pas de se laisser embrigader au service des intérêts capitalistes et qu'ils s'étaient institués les avocats de la misère humaine : tous les procès de tendances qu'on pouvait imaginer contre eux, on les leur a faits. On leur a prêté les intentions les plus noires, les calculs les plus perfides, les rancunes les plus mesquines et les ambitions les moins vraisemblables. Contre eux, il semble que toutes les armes aient été bonnes : l'injure, la diffamation, la calomnie. Ç'a été vraiment, à de certaines heures, la guerre d'embuscade, la guerre au couteau. Leurs personnes elles-mêmes, leurs plus

chères affections n'ont pas été épargnées, et l'on s'est vengé de leur vie publique en essayant de les atteindre jusque dans le cercle intime de leur vie privée (1). Presque tous ont eu cette douleur de voir, à cause d'eux, leurs familles se diviser et des parents, circonvenus par les calomniateurs à gages de la réaction, se poser au sujet de leur intégrité morale, des questions troublantes. Leur apostolat, qui s'inspirait à la fois des nécessités modernes et des traditions les plus éclatantes de l'Evangile, leur avait conquis de chaudes sympathies dans les rangs du clergé français. Crime inexpiable pour ces pauvres prêtres !... Suspects à leur tour, épiés et dénoncés, plusieurs ont appris à leurs dépens ce qu'il en peut coûter de ne pas avoir voulu transformer le ministère ecclésiastique en une agence d'exploitation des âmes simples et d'avoir maintenu les droits de la conscience et l'honneur de la soutane contre les sollicitations des puissances d'argent et le néo-gallicanisme des grands propriétaires autocrates. Aussitôt jugés et flétris sous le nom d' « abbés démocrates », il a fallu trop souvent qu'ils boivent jusqu'à la lie le calice écœurant des suprêmes ignominies. On ne s'est pas contenté d'entraver, par tous les moyens, le développement normal et régulier de leur

(1) Je pourrais ici mentionner des faits et citer des noms. Un instant, j'en avais eu la pensée. Mais en livrant les calomniateurs au mépris public, je risquais de rouvrir, au cœur des calomniés, de cruelles blessures. Il vaut mieux laisser à Celui qui sonde les cœurs et les reins, le soin de faire justice et de rendre à chacun selon ses œuvres.

carrière sacerdotale : cette persécution de leur amour-propre et de leurs intérêts ne pouvait les émouvoir, car pour un prêtre de l'Evangile il n'y a pas de carrière, et que l'on soit en haut ou en bas de la hiérarchie, les âmes qu'il s'agit de sauver ont toutes le même prix devant Dieu. Mais on a voulu salir leur réputation, on a voulu les déshonorer, et comme il était tout de même difficile et dangereux de les traîner tous, l'un après l'autre, dans la fange des diffamations individuelles, on a pris le parti de les exécuter en bloc et il n'y a pas si longtemps, j'ai pu lire dans la correspondance parisienne d'un journal réactionnaire, que les « abbés démocrates » étaient, en général, d'assez tristes sires, « à qui ne pesait guère leur vœu de chasteté » !

Ainsi les démocrates catholiques semblent avoir subi à peu près toutes les méchancetés et toutes les vexations qu'il soit au pouvoir de l'esprit de parti d'inventer pour torturer des adversaires politiques. Poursuivis, traqués et frappés non seulement dans leurs personnes, mais, ce qui leur était infiniment plus pénible, dans celle d'amis pour ainsi dire sans défense, il semble bien qu'ils ont conquis de haute lutte le droit à la sympathie et au respect des républicains. Car, s'il est vrai que la foi dans une idée se mesure aux sacrifices qu'on a consentis pour elle (1) et que la souffrance coura-

(1) « J'ai assez souffert pour la République et la démocratie, s'écriait Marc Sangnier, le 27 octobre 1907, à la réunion contradictoire du Cirque de Limoges, j'ai été assez frappé, assez flagellé, assez maudit par les Cassagnac et les Biétry,

geusement acceptée soit le sceau qui authentique les convictions fortes, on peut voir, par là, combien leur républicanisme fut toujours vigoureux, profond, indéfectible. C'est à peine si pendant ces années d'orage et de tourmente, quelques beaux succès populaires sont venus leur témoigner que leur œuvre n'était pas vaine : tel un fanal dans la nuit indique soudain d'un trait de feu l'étape parcourue et donne au navigateur, en lui prouvant qu'il ne s'est pas trompé de route, le courage de la continuer.

Ils l'ont continuée, en effet. Leur intrépidité, leur persévérance, leur confiance obstinée ont été à la hauteur des difficultés avec lesquelles ils étaient aux prises et un jour est venu où toute cette héroïque patience a porté ses fruits. Ce jour-là, ce n'était pas encore la grande clarté du soleil qui se lève sur la victoire, mais c'était déjà l'aube qui permet de la pressentir.

On peut persécuter, calomnier, déconsidérer et paralyser les hommes, mais contre les idées, surtout quand elles sont messagères de la justice et de la vérité, les réactions les plus furieuses demeurent impuissantes.

---

pour pouvoir dire : alors que beaucoup d'autres n'ont reçu de la République que des places, des honneurs et des décorations, moi, je n'ai reçu que des coups pour elle et c'est pour cela que je l'aime davantage ».

Marc Sangnier connaît la persécution depuis cinq ou six ans. Mais que dire de ceux qui la supportent depuis quinze ans et dont la ténacité républicaine n'a jamais fléchi !...

Parmi les démocrates catholiques, il n'y avait pas seulement des ouvriers et des employés, des conférenciers populaires et de modestes journalistes ; il y avait aussi, comme l'on dit à présent, des « intellectuels », — des philosophes, des sociologues, des juristes, — et quelques-uns étaient de tout premier ordre. A la longue, l'enseignement scientifique des uns, simplifié et vulgarisé par les autres, ne pouvait manquer de donner aux idées et aux tendances de cette poignée de lutteurs, une force d'expansion considérable dans les milieux les plus divers. Peu à peu, une ambiance se créa, une atmosphère de chaleur et de vie commença d'imprégner et d'influencer, sans que le plus souvent elle s'en rendit compte, la partie la plus ardente et, tranchons le mot, la meilleure et la plus sympathique de la nouvelle génération catholique. Dans les lycées, dans les collèges, dans les patronages, à l'école primaire et dans les ateliers, des adolescents grandissaient, le regard tourné vers l'avenir, et à qui c'était, en vérité, demander l'impossible que d'exiger qu'ils portassent sur la France moderne, sur la France démocratique et républicaine, le jugement morose et désapprobateur, l'espèce de condamnation sans appel que lui avait infligée la génération précédente. L'heureuse confiance, l'optimisme invincible, les espoirs impatients, les élans, les enthousiasmes et jusqu'aux illusions de toute cette jeunesse conspiraient donc en faveur des idées dont le petit groupe, méconnu et maltraité, des démocrates

catholiques avait jeté, sur un sol ingrat, les premières semences.

Que, maintenant, ces aspirations et ces rêves plus ou moins confus, mais frémissants, trouvent un interprète assez éloquent, une personnalité assez forte pour les condenser en quelques formules originales et vibrantes ; qu'autour de lui, charmés et conquis par une parole dans laquelle ils se retrouvent eux-mêmes, d'autres jeunes hommes enchaînent avec joie leur cœur à l'amitié de cet admirable éveilleur d'énergies, et voilà le *Sillon* qui prend corps, voilà le centre d'attraction vers lequel des milliers et des milliers de petits Français vont se précipiter. Et ces petits Français deviendront des hommes, des citoyens indépendants et virils dont la foi démocratique ne se laissera pas séduire aux sophismes et aux équivoques de la vieille politique réactionnaire. Autour d'eux et avec eux, leurs aînés réconfortés et comme rajeunis par l'afflux incessant de toute cette vie qui monte, continueront plus allègrement le bon combat pour la République et pour le pays. Et quand les éternels ennemis de la démocratie, ceux qui n'ont rien appris aux leçons de l'histoire ni rien oublié des anciennes rancunes, tenteront, sous prétexte d'union religieuse, un dernier assaut pour arrêter la marche en avant de cette élite conquérante et prétendront, dans un effort suprême, briser son énergie, ils seront bien obligés de reconnaître qu'il est trop tard.

Oui, il est trop tard, et il faut que les réactionnaires de toute nuance en prennent leur parti :

l'union politique des catholiques, cette union paradoxale et stérile dont la religion fournissait le prétexte et dont elle a fini par solder les frais, est à jamais disloquée.

C'est qu'en effet, quand des hommes sont séparés, en un temps comme le nôtre et à l'heure même où la crise de croissance d'une société nouvelle pose devant eux les plus passionnants problèmes, par des divergences de mentalité aussi profondes et aussi irréductibles que celles qui opposent l'un à l'autre l'esprit conservateur et l'esprit démocratique, c'est perdre son temps que de vouloir associer et unifier leurs énergies. Entre ceux qui croient au progrès social et qui ont résolu d'y collaborer de tout leur cœur et de toutes leurs forces, et ceux qui lui tournent le dos, regardant fixement le passé et rêvant follement d'en ranimer les ombres, aucun accord n'est possible. Et puisqu'aussi bien les avertissements et les conseils d'un grand Pape n'ont pu déterminer les monarchistes à s'incliner devant les légitimes préférences de la France républicaine, on devrait enfin comprendre que ni la diplomatie ni les menaces des partis réactionnaires et de leurs alliés bénévoles, les prétendus « catholiques avant tout », ne détermineront les républicains démocrates à s'incliner devant les conceptions surannées du conservatisme agonisant.

Conclusion

Les pages qu'on vient de lire ont eu pour point de départ l'article d'un journal royaliste. Un autre journal royaliste, le *Réveil Français*, me suggère, deux mois après qu'elles furent écrites, quelques réflexions qui pourront leur servir de conclusion.

Le 8 septembre de cette année 1907, le Pape Pie X a publié une lettre-encyclique d'une importance capitale, dans laquelle il décrit et condamne, sous le nom de « modernisme », tout un ensemble d'idées erronées et de tendances suspectes. Ce mémorable document, d'ordre purement religieux et philosophique, était attendu. Aucun de ceux qui sont au courant de la crise intellectuelle contemporaine ne pouvait en nier l'opportunité ; et tous ceux qui luttent pour la conservation de la foi et qui la voyaient se dissoudre lentement dans beaucoup d'âmes, sous l'action pernicieuse de certains systèmes dont le scepticisme absolu paraît bien devoir être l'aboutissant fatal, devaient se réjouir de l'apparition de l'Encyclique. La parole du Pape a donc été accueillie, dans toute l'Eglise, avec reconnaissance et respect et ceux-là même

qu'elle frappait parmi les catholiques se sont inclinés, sauf de très rares exceptions, dans un acte de soumission dont, jusqu'à preuve du contraire, nul n'a le droit de suspecter la sincérité.

Mais l'esprit de parti fait flèche de tout bois et nous eûssions crié au prodige si nos ingénieux réactionnaires n'avaient pas essayé de se faire une arme politique de l'acte essentiellement religieux du chef de l'Eglise. Agnosticisme, immanentisme, variations du dogme, voilà des erreurs qu'il faut mettre au compte de la démocratie et de la République. Qu'on ne se récrie point ! Car, si M. de Parseval, dans le *Réveil Français* du 26 septembre, ne le dit pas en termes explicites, il le donne, comme on va voir, clairement à entendre. Son article est intitulé : « De la démocratie au modernisme » et, voici comment il apprécie la portée de l'Encyclique *Pascendi* :

> Plus on étudie l'Encyclique du 8 septembre, écrit-il, plus on est saisi de la portée infinie de ce grand acte. Elle donne un nouvel éclat au prestige de l'autorité essentiellement monarchique du gouvernement de l'Eglise, que les erreurs modernes cherchaient à affaiblir et, *par voie de conséquence, tend à détourner les catholiques français, en particulier, des fausses doctrines sur lesquelles ils appuyaient leur rupture avec la tradition politique*. Sous ce dernier rapport, les effets seront peut-être longs à se faire sentir. L'obstination de ceux qui ne veulent pas s'être trompés, ergotera. Mais la bonne foi de ceux qui mettent l'avenir de la patrie au-dessus de la satisfaction de leur amour-propre les fera se rendre à l'évidence et comprendre que l'intégralité des principes de salut, qui est la base de la religion, est aussi une nécessité de salut national et politique.

Il est peu probable que le Souverain-Pontife, en condamnant le modernisme, ait prévu l'emploi

qu'allaient faire de cette condamnation les réactionnaires de l'*Action Française* et je ne pense pas que son esprit ait été seulement effleuré par l'idée qu'il pouvait, en promulguant l'Encyclique, travailler indirectement à la reconstitution d'une mentalité monarchique dans l'âme pervertie des catholiques français. Mais, fût-on le Vicaire de Jésus-Christ, l'on ne saurait, paraît-il, songer à tout et M. de Parseval s'est fort heureusement trouvé là, au bon moment, pour compléter l'œuvre de Pie X en la commentant.

Ainsi c'est bien toujours le même axiome qui sert de support à la politique royaliste et nous voyons une fois de plus l'autel utilisé comme fondement du trône. La thèse qu'on nous présente est d'une admirable simplicité. L'esprit monarchique, nous dit-on, et l'esprit catholique se confondent ; le catholicisme intégral engendre logiquement et inévitablement l'état d'esprit monarchique et le Français qui prétendrait continuer d'allier à sa foi religieuse des convictions démocratiques et républicaines serait un monstre intellectuel, un incohérent, une espèce de fou.

Mon intention n'est pas d'indiquer ici tout ce qu'il y a d'audacieusement sophistique dans une telle affirmation. Il me suffira de l'enregistrer pour que l'on se rende compte tout aussitôt qu'elle contredit formellement non seulement ce que l'on a appelé la politique de Léon XIII, mais toute la doctrine de l'Eglise sur l'indépendance des citoyens et des peuples en matière de formes de gouvernement et d'institutions politiques. Si, par

impossible, le pontificat actuel adoptait cette manière de voir, si même, plus ou moins implicitement, il la favorisait et s'il laissait dire que l'on ne peut pas être, en France, à la fois républicain et catholique, il serait démontré que Pie X détruit Léon XIII, que l'Encyclique *Pascendi* annule l'Encyclique *Au milieu des sollicitudes* et l'on pourrait se demander, en présence de ce gâchis, en quoi peut bien consister la tradition doctrinale d'une Eglise qui, dans l'espace de quinze ans et sur un point de cette importance, abandonne ses fidèles à la plus radicale des contradictions.

Le seul énoncé d'une hypothèse pareille fait justice de la prétention des réactionnaires à s'armer des exigences de l'orthodoxie religieuse comme d'un bélier contre les institutions politiques de la France moderne et point n'est besoin d'insister autrement sur la grossièreté d'une manœuvre qui ne saurait impressionner que des esprits irréfléchis.

Allons plus loin : je crois, n'en déplaise à M. de Parseval, que l'un des effets les plus probables de l'Encyclique *Pascendi* sera précisément de renforcer et de féconder l'effort de ceux des hommes d'action catholiques qui, sans se soucier des constructions apologétiques de M. Le Roy ni de l'exégèse de M. Loisy, se sont assigné pour tâche de réaliser la démocratie en France. Et cela se conçoit assez bien.

Certes, il ne faut pas médire de la philosophie et de la science. Les idées ont toujours exercé et exerceront toujours une influence énorme sur la

conduite des affaires humaines. Cela est si vrai que jamais l'Eglise n'a voulu s'en désintéresser et la récente intervention de Pie X nous apporte de cette préoccupation un nouveau et solennel témoignage. Mais l'apostolat intellectuel n'est pas tout l'apostolat, et s'il est vrai, comme l'a dit Pascal, que le cœur a ses raisons que la raison ne connaît pas, s'il est vrai qu'en fait l'Eglise a conquis les peuples beaucoup plus par le sentiment de reconnaissance que leur inspiraient ses bienfaits moraux et sociaux que par l'attrait que pouvaient exercer sur une élite les harmonies grandioses de sa dogmatique, il faut sans doute en conclure que la plus efficace des apologétiques n'est peut-être pas celle de la raison raisonnante mais plutôt celle de la charité agissante, de cette charité dont Saint Paul déclare qu'elle est la plus excellente des vertus et dont les saints, ces grands pêcheurs d'hommes, ont prouvé si abondamment l'irrésistible puissance de conquête.

Cela, il paraît bien que, depuis quelque temps, on avait quelque tendance à ne plus assez s'en souvenir et ce n'était pas l'un des moindres inconvénients des thèses modernistes que d'entretenir et de développer parmi les catholiques, prêtres et laïcs, une fièvre de discussion qui risquait d'absorber et de paralyser, voire de dévoyer tout un contingent précieux de jeunes énergies dont l'activité était réclamée par d'autres travaux plus opportuns et plus urgents pour l'ensemencement du champ du Père de Famille. Il n'est pas interdit de penser que le geste vigoureux de Pie X, en met-



tant un terme à cette ivresse ratiocinante, aura pour résultat de ramener aux réalités vivantes de l'action pratique toute cette jeunesse qui employait le meilleur de son temps à couper des cheveux en quatre sur la table rase des abstractions et des concepts.

Mais une fois lancés dans cette voie, et alors qu'au lieu d'argumenter dans un cabinet il faudra creuser dans la terre embroussaillée et rocailleuse le sillon des bonnes œuvres, les apôtres de l'Evangile ne pourront pas ne pas entendre l'immense clameur de souffrance, le déchirant appel vers la liberté, vers la justice et vers la lumière qui monte du cœur des masses opprimées. Sous l'écrasant fardeau de la misère, du matérialisme et des mauvaises mœurs, il y a une multitude d'âmes, il y a tout un peuple et toute une race qui se débat, qui se révolte et qu'il faut affranchir. Les apôtres de l'Evangile verront cela, et ils seront saisis de pitié, et il leur semblera, comme à Lacordaire, qu'ils entendent de nouveau retentir l'appel suppliant du Macédonien figuratif que Saint-Paul vit en songe sur les ruines de Troie : « Passe et viens à nous ! »

Ils passeront.

Et alors il se trouvera des pharisiens et des scribes qui crieront au scandale et qui les accableront de leurs malédictions. On leur reprochera de fréquenter des hommes de désordre, d'engager la conversation avec des révolutionnaires, de rechercher les applaudissements et les sympathies d'une populace corrompue, de se faire les com-





plices entêtés de toutes les extrêmes-gauches. Contre eux la coalition des « maîtres inhumains » et des usuriers voraces, de ceux à qui Léon XIII reprochait leur « cupidité insatiable » et dont il n'hésitait pas à dire qu'ils font peser « un joug presque servile sur l'infinie multitude des prolétaires » (1), se dressera furieuse et menaçante. Et peut-être seront-ils dénoncés au Père commun des fidèles. Mais celui-ci se souviendra de la sublime réponse que le Christ adressait chez le publicain Zachée aux hypocrites de la Synagogue qui lui reprochaient d'être allé loger chez un pécheur : « Le Fils de l'Homme, disait Jésus, est venu pour chercher et pour sauver ce qui était perdu ».

Chercher et sauver ce qui est perdu, c'est l'imprescriptible, l'éternelle mission de l'Eglise et des chrétiens. Mais si l'on annonce la Bonne Nouvelle aux pauvres, si l'on prêche aux déshérités la vérité catholique intégrale, si d'esclaves qu'ils étaient l'on s'efforce d'en faire des hommes libres, en leur assurant tout ensemble le pain spirituel et le pain du corps, si, en un mot, l'on entreprend de les rétablir dans leur dignité de créatures de Dieu, qui ne voit qu'une pareille prédication doit engendrer du même coup un développement de conscience et de responsabilité morales singulièrement propre à hâter dans les âmes l'éclosion du sentiment démocratique ?

(1) Encycl. *Rerum novarum*.

Et aussi bien n'est-ce pas la raison pour laquelle le mouvement qui entraîne de plus en plus les masses populaires à la conquête des pouvoirs politiques et sociaux, est universel dans les pays de civilisation chrétienne ?... Sous l'action du levain évangélique, la pâte humaine n'a pas cessé de fermenter depuis dix-neuf siècles et il semble que nous soyons arrivés à l'heure où cette action qui triompha jadis de l'esclavage païen et du servage féodal, s'apprête à abolir ce qu'il y a de déjà caduc dans nos conceptions actuelles de l'organisation du travail et du gouvernement des sociétés. L'idée, si révolutionnaire en son fond, de l'égalité originelle des hommes (1) est définitivement descendue des sommets de l'abstraction philosophique, du jour où le christianisme l'a jetée, lumineuse et vivante, dans l'âme des simples ; et il ne faut pas s'étonner si, au fur et à mesure qu'ils en prenaient davantage conscience, ces simples ont

(1) « Le christianisme est démocratique par son dogme fondamental de la fraternité de tous les hommes en Jésus-Christ et de leur égalité devant Dieu, son Christ et sa loi. Ce dogme est en effet le germe qui a renversé l'ordre social antique et produit l'ordre nouveau. Par lui, tous les hommes, devenus d'abord concitoyens dans la cité de Dieu, devaient logiquement arriver à l'égalité civile dans la cité terrestre. L'idée essentiellement démocratique de l'égalité a trouvé son principe indestructible et divinement fécond dans le dogme de la fraternité chrétienne. C'est pourquoi on peut soutenir que l'avènement de la démocratie, considéré en lui-même, abstraction faite des causes immédiates qui l'ont amené, est le terme de l'évolution sociale commencée dans le monde par la proclamation du dogme de la divine fraternité » — (Abbé Gayraud, *Questions du jour*, p. 252).

désiré plus ardemment, plus impérieusement, de la réaliser dans le domaine des choses temporelles.

Déjà, il y a trente-six ans (1), Louis Veuillot décrivait, dans une page brûlante, cet aspect caractéristique du temps présent :

« ... La nouvelle route, disait-il, s'ouvre inopinément sous le bélier des cataractes, au bruit des tonnerres, vaste, profonde et inconnue. Un monde finit, un monde commence, et cette fin est une suite, et cette suite, à certains égards, est un recommencement. La foule franchit ce seuil posé depuis toujours, ouvert seulement aujourd'hui. Elle entre, inquiète, pêle-mêle, poussée par une force qu'elle ignore, sans se connaître ni se désigner un guide, sans savoir où elle va. Avant qu'il se forme là-dedans des princes, il se passera du temps. L'on dirait plutôt quels princes y devront disparaître et quelles couronnes achèveront d'y sombrer.

« Cette foule qui n'a point de chef élu, qui n'en gardera point qui existe et qui probablement n'en élira pas qui dure ; cette foule grossissante et qui grossira jusqu'à ce qu'elle ait pris les dimensions du genre humain ; cette foule qui a l'instinct confus de devenir un troupeau, c'est la Démocratie et elle va au baptême. »

Et, il y a quatre ans, au Congrès de Châlon, M. Piou, parlant à la *Jeunesse Catholique*, lui tenait ce langage :

---

(1) *Univers* du 31 janvier 1871.

« M. de Bismarck a dit : « Je n'ai jamais gou-
« verné qu'avec le courant des événements. Je ne l'ai jamais dirigé ». Le mot est vrai. On ne dirige pas les événements. On ne trace pas arbitrairement un lit à un fleuve, encore moins le fait-on remonter vers sa source. Ce qu'il faut, c'est suivre bravement le fil de l'eau, en tâchant d'éviter les rochers et les bas-fonds.

« La société où vous allez vivre ressemble bien peu à celle que vos devanciers ont connue. Le suffrage universel y est l'arbitre souverain des destinées nationales, et la démocratie devient, que dis-je ? elle est une puissance sans rivale. On ne peut plus dire comme Royer-Collard : « La Démo-
« cratie coule à pleins bords » ; elle a franchi tous les bords, elle envahit tout, elle couvre tout. Qu'elle soit une force encore mal disciplinée. qu'elle ait les illusions de la première jeunesse, et, avec elle, ses impétuosités et ses ardeurs, c'est possible, mais telle qu'elle est, elle décide de tout, du bien et du mal du pays, de sa grandeur ou de sa décadence, de sa liberté ou de sa servitude. Elle assurera le règne paisible de lois justes ou elle apportera avec elle le tumulte des passions déchaînées. Elle est la vraie, la seule classe dirigeante du pays. »

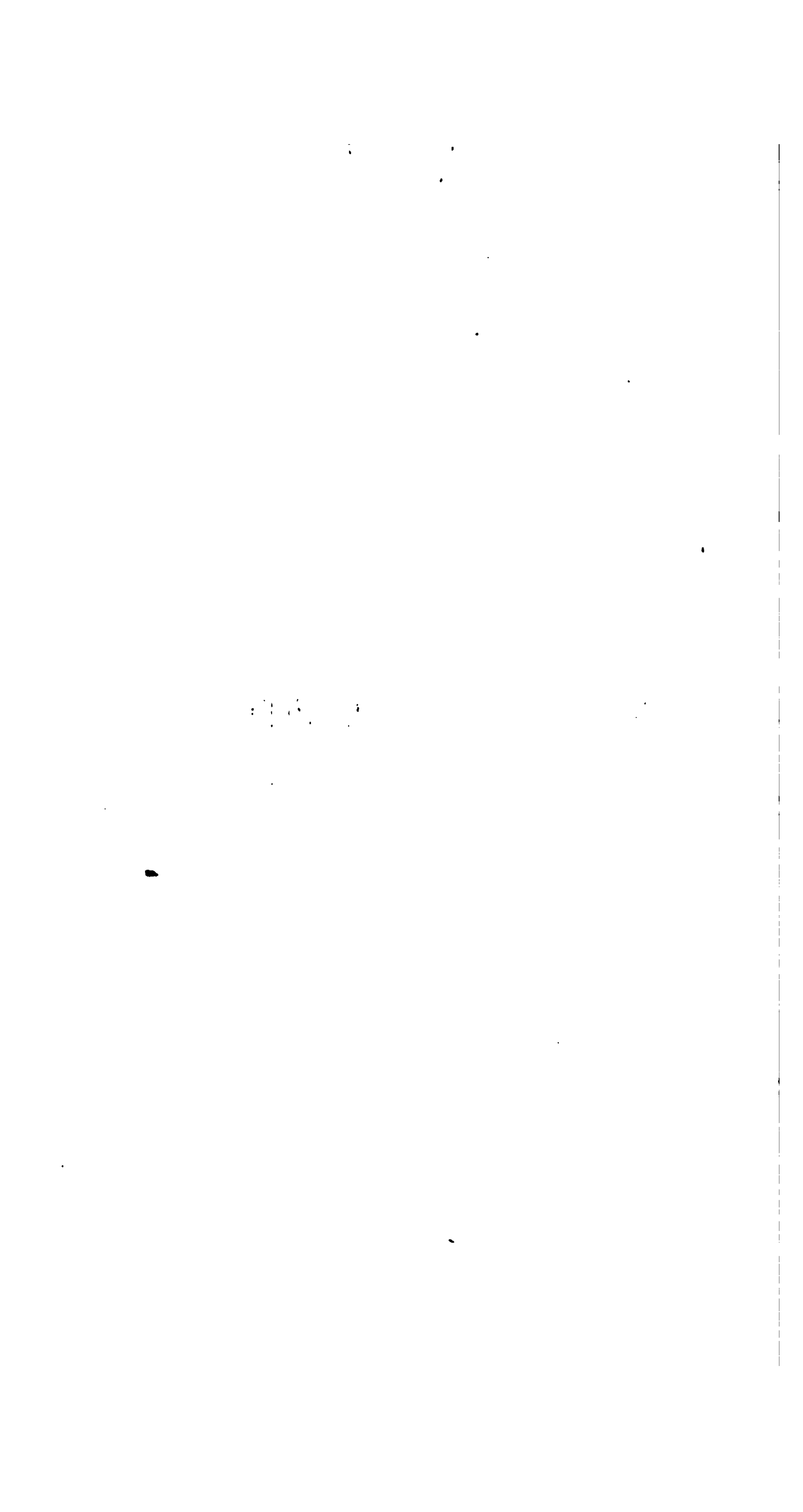
Ainsi l'évolution démocratique est inévitable et l'on n'aperçoit pas comment, après l'avoir si souvent favorisée dans le passé, l'Eglise pourrait songer aujourd'hui à la contrarier. L'on voit très bien, au contraire, comment la diffusion de l'Evangile et l'effort religieux et social des catholiques

pourront l'enrichir d'énergies nouvelles et l'accélérer en en réglant le cours. Or s'ils le peuvent, ils le doivent. Oui, ils doivent préserver la démocratie de l'erreur et de l'injustice, ils doivent la défendre contre les entreprises de désordre et de tyrannie, ils doivent l'orienter vers les solutions équitables, vers la raison, vers la vérité. Et si, malgré leur bon vouloir et leur courageuse collaboration, des catastrophes venaient à se produire, si l'œuvre de progrès semblait un jour compromise et discréditée par le fait des hommes de violence et de haine, il faudrait qu'ils soient encore là pour empêcher qu'elle ne fasse tout à fait banqueroute et pour la sauver d'une revanche du vieil esprit réactionnaire.

Quant à nous, républicains démocrates, c'est bien ainsi que nous envisageons les devoirs nouveaux qui nous incombent. Quoi qu'il arrive, nous laisserons désormais les morts ensevelir leurs morts et nous resterons nous-mêmes. Certaines tactiques sont maintenant jugées : elles ont fait leurs preuves ; certaines alliances ne sont plus possibles : on ne marche pas avec des cadavres. Et enfin certaines timidités, certaines hésitations, certaines frayeurs de l'esprit et de la volonté ne sont plus excusables en une heure comme celle-ci. Il faut faire voile résolument vers la haute-mer ; il faut aller aux avants-postes de la démocratie, se battre avec elle, se battre pour elle, et lui prouver par des actes répétés que ceux-là qui ne veulent pas que l'on fasse fi des vérités fondamentales sans lesquelles nulle société civili-

sée ne pourrait vivre, sont aussi les plus facilement disposés — précisément parce qu'ils ont des principes solides et une doctrine forte — à favoriser toutes les réformes et toutes les transformations qui permettront à la justice sociale et aux libertés républicaines de s'épanouir un jour, en une admirable floraison, au soleil de France...

NOTES & DOCUMENTS



Notes & Documents

I

LEON XIII ET LES REACTIONNAIRES

La campagne réactionnaire que je dénonce dans la présente brochure et qui tend à ruiner en partie l'œuvre du Pape Léon XIII, n'est que l'aboutissant de tout un courant d'idées qui n'a pas attendu la mort de ce grand homme pour se manifester.

Dès 1886, M. Henri des Houx qui, depuis, s'est rendu célèbre et un peu ridicule par son essai de « cultuelles » schismatiques, publiait dans ses *Souvenirs d'un journaliste* et au lendemain de la suppression de son fameux *Journal de Rome*, une page où l'on retrouve en germe la principale acusation portée contre le gouvernement de Léon XIII par nos royalistes d'aujourd'hui. L'*Action française* du 1er mai 1904, l'a reproduite tout entière en la faisant précéder de cette observation élogieuse : « On remarquera, dit le rédacteur de la revue royaliste, que cette page d'histoire et ces assertions quasi prophétiques ont précédé de sept ans le ralliement, et

de dix-sept ans les ruines morales qu'elles font précisément prévoir ».

Le morceau est intitulé « La politique pérugine », par allusion à l'évêché de Pérouse, qu'occupait Léon XIII avant son élévation au Souverain Pontificat.

« L'élection de Léon XIII, écrit M. des Houx, fut un coup de fortune pour les Pérugins. Ils en profitent. Mais, *comme le maître*, ils n'ont du monde extérieur qu'une connaissance abstraite et théorique ».

Et voici la conclusion qui résume toute la page en question :

Les Pérugins ont voulu jeter un pont entre l'Eglise et la Révolution. On passe par ce pont, mais d'un seul côté. L'Eglise se dépeuple, tandis que la Révolution est encombrée de déserteurs de l'Eglise.

Les Pérugins n'ont d'oreilles que pour ce vain tumulte d'applaudissements dont le *Moniteur de Rome*, la *Défense*, le *Français*, unis à toute la presse révolutionnaire, saluent leurs moindres actes. Ils ne sentent que l'encens libéral qu'on brûle devant eux. Ils ne se doutent pas que, malgré l'encyclique *Humanum genus*, ils font les affaires de la franc-maçonnerie comme personne dans l'Eglise ne les avait faites avant eux. (*Action française* du 1er mai 1904, p. 183).

Quand Léon XIII aura jugé l'heure venue d'intervenir dans les affaires religieuses de France et d'essayer d'une politique conciliatrice à l'égard de la démocratie républicaine (1), ce reproche de « faire les

---

(1) Voir principalement : Encycl. 16 février 1892 ; Lettre aux Cardinaux français, 3 mai 1892 ; Lettres à l'évêque de Grenoble, 23 mai et 22 juin 1892 ; Lettre au comte Albert de Mun, 7 janvier 1893 ; Lettre à l'archevêque de Toulouse, 26 mars 1897. Dans la lettre aux cardinaux français, Léon XIII insiste sur les bienfaits de l'union et non pas précisément et uniquement de l'union entre les catholiques, mais plus généralement de l'union entre « *tous les hommes de sens et de droiture* ». Et il ajoute :

affaires de la Franc-Maçonnerie », que lui adressait, en 1886, M. Henri des Houx, deviendra le « leit-motiv » de tous ceux qui, parmi les catholiques, avaient compté sur la complicité de l'Eglise pour les aider dans l'assaut qu'ils livrent aux institutions établies. La *Gazette de France*, l'*Autorité*, tous les journaux réactionnaires de Paris et leurs congénères de province, ne se lasseront pas de développer devant leurs lecteurs, ce thème injurieux pour le Saint-Siège. Et l'un de nos journalistes, le plus remarquable, le premier peut-être des journalistes français, M. Edouard Drumont, leur prêtera le concours de son grand talent. C'est lui qu'il faut citer ici, car nul autre ne me paraît avoir condensé avec autant de netteté, et sous une forme plus suggestive, les griefs de ceux que Léon XIII, en un jour d'impatience, appela les « réfractaires ».

Dans la *Libre Parole* du 24 avril 1894, M. Drumont, alors en polémique avec l'*Univers*, écrit :

Que sont devenus les naïfs, les convaincus qui avaient cru aux encycliques du Pape, aux mandements des évêques, aux discours grandiloquents dans lesquels on répétait toujours qu'il vaut mieux obéir à Dieu qu'aux hommes ? Assommés, suffoqués par ce coup imprévu, meurtris au plus pro-

---

« Quels seront les moyens d'assurer cette union ?

« Nous l'avons également expliqué et nous tenons à le redire, pour que personne ne se méprenne sur notre enseignement : un de ces moyens est *d'accepter sans arrière-pensée, avec cette loyauté parfaite qui convient au chrétien, le pouvoir civil dans la forme où, de fait, il existe.*

« .... Lorsque dans une société, il existe un pouvoir constitué et mis à l'œuvre, *l'intérêt commun se trouve lié à ce pouvoir, et l'on doit, pour cette raison, l'accepter tel qu'il est.* C'est pour ces motifs et, dans ce sens, que Nous avons dit aux catholiques français : *Acceptez la République*, c'est-à-dire le pouvoir constitué et existant parmi vous ; *respectez-la : soyez-lui soumis comme représentant le pouvoir venu de Dieu* ».

fond d'eux-mêmes, ils ont été bafoués par les Francs-Maçons et les beaux esprits de village qui leur disent en riant : « Le Pape lui-même vous lâche ! »

Retirés de la vie militante, ils méditent dans les coins cet extraordinaire dénouement ; ils ont disparu ; ils se sont volatilisés. Ceci vous explique la prostration générale, le silence morne qui règne partout.

De ce résultat lamentable, les fils respectueux de l'Eglise ne rendent pas le Pape responsable. Il a cru bien faire, il a eu de bonnes intentions, il a été trompé et il était impossible qu'il n'en fût pas ainsi.

Comment voulez-vous qu'un vieillard de quatre-vingt-quatre ans, qui est né Italien, qui a la forme d'esprit italienne, puisse comprendre quelque chose à une situation aussi complexe, aussi confuse, aussi troublante que celle de la France d'aujourd'hui ? Lorsque les Français eux-mêmes n'y voient pas clair, comment voulez-vous que le Pape, enfermé au Vatican, puisse s'y reconnaître ?

Ce qu'il est permis de dire, c'est qu'au lieu de descendre des hauteurs et de sembler aider les vainqueurs cyniques à achever des vaincus, le Souverain Pontife aurait dû rester sur les sommets, affirmant les Vérités éternelles devant les éphémères victoires de la Juiverie maçonnique, proclamant que, même ici-bas, le Mal est toujours puni. Les Chrétiens de France auraient eu quand même un réconfort et un espoir, tandis que maintenant, s'ils n'ont pas perdu tout espoir, ils se sentent bien abandonnés et bien seuls...

Pendant tout le pontificat de Léon XIII, telle sera la note donnée par la presse réactionnaire, en général, et par M. Drumont, en particulier.

Il est très compréhensible, explique celui-ci, qu'un vieillard italien de quatre-vingt-quatre ans, qui habite au fond du Vatican, ait la conception la plus fausse de l'état politique de la France au point de vue électoral, alors que des professionnels eux-mêmes éprouvent à chaque instant des surprises à ce sujet.

Léon XIII a été trompé par tous les intrigants, les importants, les agités, les prélats ambitieux, les agents ma-

çonniques déguisés qui l'ont circonvenu et leurré en lui faisant croire qu'il était le plus habile politique des temps modernes... (E. Drumont. *Libre Parole* du 25 août 1893).

Sept ans plus tard, M. Drumont qui s'est obstiné dans cette manière de voir, ira jusqu'à dire :

Les hommes ont regardé en vain le ciel du côté du Vatican, ils n'y ont vu briller aucune étoile ; ils n'ont point trouvé dans leur détresse morale le pain de l'âme qui réconforte et qui fortifie.

Ceux qui jugent superficiellement ont pu dire que le Pape était, lui aussi, le courtisan du Destin. Ceux qui connaissent la vérité ont gémi à la pensée que Léon XIII, abusé, fût devenu le prisonnier de personnages au langage oblique et aux desseins pervers qui voulaient jeter dans les combinaisons suspectes d'une politique d'un jour cette Eglise qui a les paroles de la Vie éternelle...

Léon XIII meurt. Aussitôt, tout l'effort des réactionnaires vise à lui opposer son successeur .

Le 15 mai 1904, M. Paul de Cassagnac, directeur de l'*Autorité*, arguant de son droit de réponse, oblige l'*Univers*, qui l'avait critiqué, à insérer deux longs articles parus dans son journal et qui, l'un et l'autre, s'efforçaient à mettre en contradiction l'attitude de Pie X et celle de son prédécesseur.

Les catholiques, pouvons-nous y lire, bon gré mal gré, sont rejetés hors de la République vers la monarchie.

Et Rome leur dit : « Je ne m'y oppose pas. Allez ! »

Tel est le fait nouveau grave que nous avons cru devoir signaler sous ce titre : « Une ère nouvelle. »

C'est la fin, la condamnation de la politique du ralliement, politique de dupes qui ne pouvait, à Rome, provenir que d'une méconnaissance lamentable de l'état réel de notre pays, et chez nous que de l'ambition de monarchistes pressés de passer à l'ennemi...

Nous avons toujours estimé que la forme du gouvernement est une question relativement indifférente et que tout est dans le fond.

Telle République pourrait être supportable et telle monarchie insupportable.

L'étiquette sur la fiole ne modifie pas la liqueur.

Or, cette liberté religieuse nous fut contestée, refusée dans le début.

Gambetta commença, et tous, tous sans exception jusqu'à Combes, ont continué la persécution et augmenté l'intolérance.

J'aurais compris le ralliement, si la République eût donné des gages.

Mais plus on se ralliait, plus elle témoignait de son hostilité pour se dégager de la compromission du catholicisme.

A telle enseigne que le ralliement était devenu un non-sens, une stupidité.

Il a définitivement disparu avec Léon XIII ou plutôt avec Rampolla qui était le vrai maître au Vatican.

Grâce au nouveau Pape, une ère nouvelle s'épanouit, ère de liberté pour les consciences catholiques.

Et c'est à la République de voir si oui ou non, elle veut avoir le catholicisme de son côté ou contre elle.

Ainsi posée, la question est déjà résolue. (P. de Cassagnac, *Univers* du 15 mai 1904).

Dans les milieux conservateurs, l'idée qu'exprime M. de Cassagnac, fait son chemin et, l'année suivante, une feuille royaliste de province, la *Revue de l'Ouest* déclare sans ambages :

Si la politique qu'invoquent les ralliés fut celle de Léon XIII, elle n'est plus celle de Pie X. Léon XIII est mort ; c'est Pie X qui l'a remplacé. Il semble que cet évènement ne compte pas pour l'école nouvelle. Et pourtant, par cet évènement, il y autre chose qu'un pape de plus, il y a une orientation nouvelle qui nous arrive du Vatican (1).

C'est alors qu'un ancien Jésuite, M. l'abbé Barbier, se décide à entrer en campagne. M. l'abbé Barbier qui, si nous sommes bien renseignés, remplit à l'*Autorité*,

(1) Cité par l'*Eveil Démocratique* du 3 décembre 1905.

l'office de théologien, avait révélé son existence au public par une brochure intitulée : *Les erreurs du Sillon*, et dans laquelle il instituait, contre Marc Sangnier et ses amis, le plus filandreux et le moins probant des procès de tendances. Maintenant, il va s'occuper de Léon XIII et, dans une série de brochures : *Un cas de conscience*, *Rome et l'Action Libérale Populaire*, *Les progrès du Libéralisme catholique en France sous Léon XIII*, s'attacher à discréditer, aux yeux des catholiques de France, les directions du prédécesseur de Pie X.

Pour donner une idée de sa manière, citons cette appréciation :

Assurément, le souci des grands intérêts de l'Eglise et de notre pays a inspiré l'intervention de Léon XIII dans notre politique électorale, mais, *il ne viendra*, je pense, *à l'esprit de personne de dire que cette politique relevàit de son auguste mission*. (*Rome et l'Action libérale populaire*, p. 52).

... On sait le magnifique élan des catholiques français dans cette campagne (les élections de 1885) ; deux cents sièges gagnés au premier tour, grâce à l'union de tous les honnêtes gens résolus à *défendre la liberté religieuse*.

Que serait-il advenu *s'il avait été sincèrement secondé par le Souverain Pontife et par l'épiscopat ? Si, du moins, cet élan pour la résistance n'avait été nullement contrarié par eux ?* Il est bien probable que beaucoup de divisions et de ruines nous auraient été épargnées. (*Rome et l'Action libérale populaire*, p. 54).

Il va de soi que les réactionnaires sont ravis de compter dans leurs rangs, un auxiliaire tel que celui-là.

L'*Autorité* annonce ses livres avec enthousiasme. Nul autre n'a si bien parlé du rôle de Léon XIII et de son intervention dans les affaires de France. Il y a là, tout ensemble, une histoire et une leçon :

Toute cette histoire, toute cette leçon nous semble contenue dans ce simple corollaire de la thèse II du livre de l'abbé Barbier : *Sans scruter les fins mystérieuses de la Providence, pour lesquelles Léon XIII a été élu successeur de saint Pierre, on peut croire que Dieu a voulu donner au monde une preuve de l'infaillibilité du Pape, et, en même temps, marquer les limites et le caractère de cette infaillibilité.*

On ne saurait mieux dire : Léon XIII, Souverain Pontife, docteur universel, enseignant les membres de l'Eglise et les peuples chrétiens, fait « rayonner sur le monde la pureté, l'ampleur et la majesté de sa doctrine ».

Léon XIII, personne privée et homme politique, a commis les plus graves erreurs, et, bien plus, les encycliques de Léon XIII renferment *la condamnation de sa propre politique.* (*Autorité* du 6 avril 1907).

C'est la même idée que M. Dimier développe dans l'*Action française.* M. Dimier n'est pas un personnage quelconque ; adversaire intransigeant du *Sillon* et des catholiques démocrates, il s'érige volontiers en gardien de l'orthodoxie, et la *Croix* qui se tait quand il attaque la mémoire de Léon XIII, le cite avec complaisance quand il risque ce tour de force d'englober Marc Sangnier dans la condamnation des erreurs modernistes. Il convient donc de retenir le jugement qu'il porte sur le pape défunt :

Léon XIII, d'opinion libérale à Pérouse, écrit-il, resta d'opinion libérale en son particulier sur le siège de saint Pierre. Ses encycliques n'eurent garde de montrer cette opinion : la fonction en ceci demeurant plus forte que l'homme ; mais ce qui, sortant de l'homme, retourne à l'homme, fut tout orienté à la revanche du libéralisme condamné sous Pie IX. Ce qui s'en serait fallu peut-être, à cause, soit des mesures que la fonction impose, soit de celles que l'esprit de l'homme même comportait, fut obtenu des *indulgences que Léon XIII accordait aux tenants de sa politique. C'étaient les mêmes dont les écrits compromettaient d'autre part la doctrine.*

Toutes ces causes devaient mettre en vingt-cinq ans les choses au point où nous les voyons aujourd'hui. *Le danger doctrinal, signalé par les condamnations des Murri et des Fogazzaro, par le récent discours aux cardinaux, par les mesures commencées de l'Episcopat contre le Sillon, ne pouvait manquer de se déclarer à la suite d'un pareil pontificat. Ceux qui ont vu grandir ce danger, ne douteront pas de cette raison des effets.* Ceux à qui cette connaissance manquera, ne pourront mieux faire que de s'en instruire dans les deux volumes de M. l'abbé Barbier. En quelques mots, c'est la thèse même de ce livre que je viens d'exposer. La preuve en est administrée par des documents sans réplique, par une dialectique victorieuse.

Les jeunes gens, en le lisant, seront sans doute étonnés de ce que leurs aînés ont vu. Ils se demanderont comment une politique imposée au nom du Saint-Siège a pu s'exercer dans ce sens-là, comment l'esprit des catholiques a pu tenir contre ce spectacle d'une résistance aux lois de persécution incessamment tenue en échec par une diplomatie aveugle, des organes catholiques désavoués, des ennemis de l'Eglise caressés, des condamnations doctrinales rendues vaines par les ménagements que l'on gardait pour les personnes.

Je conseille à ces jeunes gens de considérer dans ce livre un autre spectacle : la doctrine gardée dans les encycliques de Léon XIII, non seulement gardée, mais poussée avec une triomphante vigueur contre l'erreur sous toutes ses formes, la vertu de la chaire de saint Pierre intacte et agissante au milieu des intrigues des hommes ; l'enseignement un, malgré l'effort des dissidences ; la sainteté de l'Eglise victorieuse de tout : au point que le nouveau Pape, à la veille des mesures qui dénonceront le péril et y mettront un terme, peut défier l'histoire de relever la moindre contradiction entre Léon XIII et Pie X, dans ce qui vient du pape et appartient au pape.

Le péril de l'Eglise est venu du premier ; mais de celui-là même sortent les enseignements dont le second n'a qu'à faire usage pour y pourvoir et l'anéantir. (Article de M. Dimier dans l'*Action française*, cité par le *Bulletin de la Semaine* du 26 juin 1907).

Veut-on, maintenant, savoir quel état d'esprit de pareilles agressions peuvent engendrer dans l'âme des simples, ceux-ci fûssent-ils revêtus de la soutane et, comme tels, obligés, semble-t-il, à une certaine retenue dans leurs appréciations ?... Qu'on lise donc ces passages d'un article publié par une sorte de bulletin religieux, qui porte ce titre : « *Le pélérinage d'Aigny-sur-Marne* », « en l'honneur de Saint-Martin et de tous les saints de France », et qui est dirigé par M. l'abbé Appert, curé de la dite localité :

Le *Bulletin d'Aigny* n'a jamais dissimulé ses sentiments : il est royaliste. Il n'est pas le seul de cette religion. Tous les Français qui veulent être sincères sont royalistes.

... Et lorsqu'à la messe paroissiale, le chantre entonne, par ordre, le *Domine Rempublicam*, le curé entend monter de tous les bancs un silence qui crie : « Mon Dieu, que les curés sont donc bêtes ! »

... La religion est un des grands intérêts publics ; il n'est pas l'unique. Il y a d'autres questions vitales, et qui nous pressent. La religion se tirera d'affaire : la France, ce n'est pas sûr. Le catholicisme n'a pas à craindre de périr en France ; celle qui peut craindre de périr, c'est la France.

... C'est dans l'*Action française* que le *Bulletin d'Aigny* s'est enrôlé. Il n'en veut plus, il n'en veut plus de ces grands hommes politiques, de ces grands stratèges de la Défense libérale... (*Numéro du mois de mai* 1907).

Ayant reçu, pour cet article, les félicitations d'un lieutenant-colonel, l'abbé Appert lui répond :

... Puisque la Démocratie catholique et Sillonniste parle si haut, et si doctoralement, il faut bien que le cri opposé soit jeté, n'importe par qui.

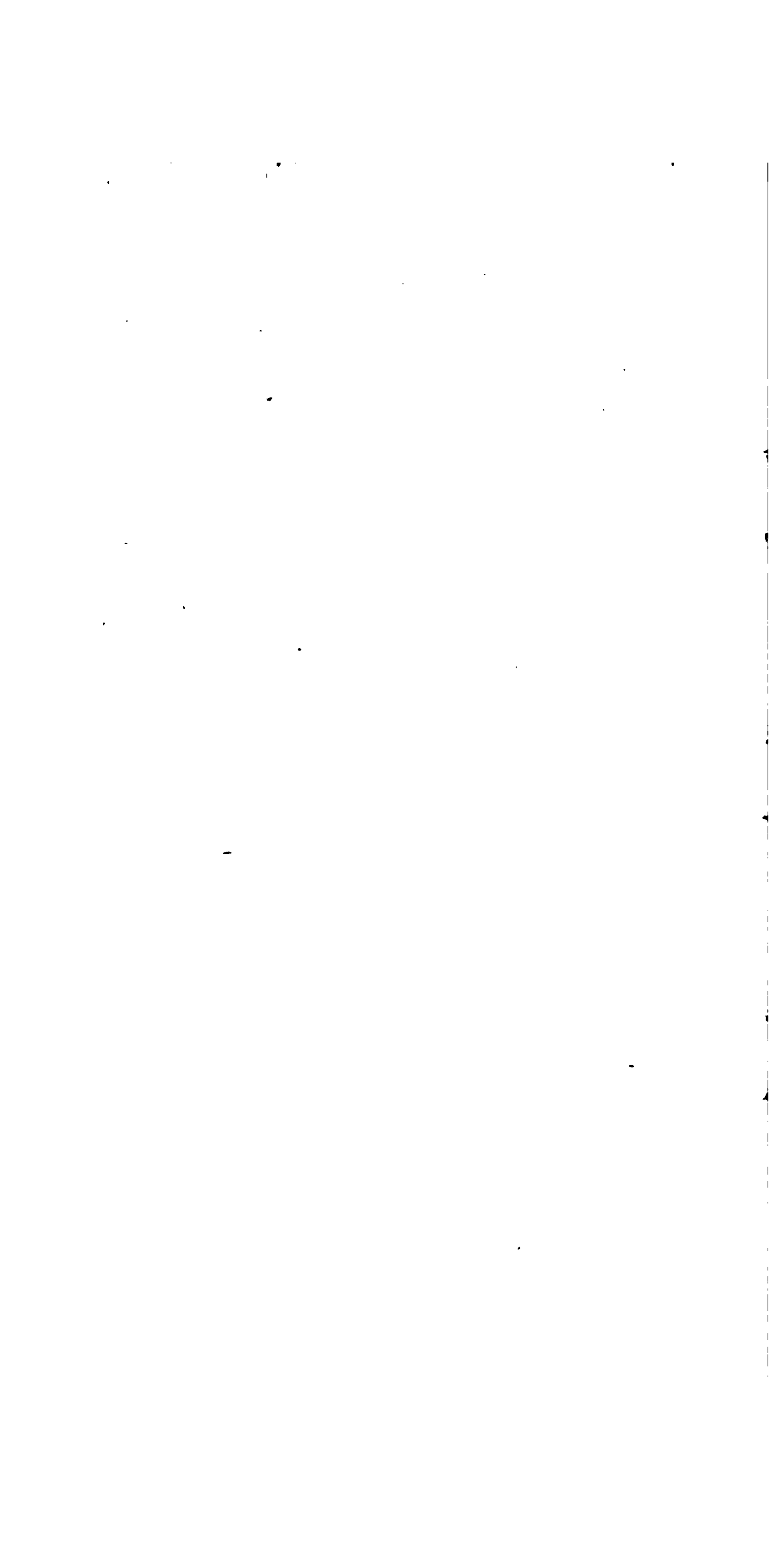
Oui, mon colonel, le clergé de Léon XIII a donné aux catholiques une mentalité de déliquescents. Vous avez le mot : Débilité !

Oh ! oui, il faut remonter le moral des Français par la Vérité intégrale (?) en religion et en politique.

La grande espérance, c'est l'esprit de l'*Action française* : largeur d'âme et discipline parfaite. (*Même référence que plus haut*).

Je pourrais multiplier ces citations, mais le lecteur estimera sans doute que c'en est assez et qu'aucune équivoque n'est désormais possible sur un tel sujet.

Voilà donc comment les réactionnaires apprécient les résultats du pontificat de Léon XIII !... C'est par sa faute que les catholiques français ont une mentalité de « déliquescents », et si l'Eglise veut être sauvée, il faut que Pie X réagisse de toutes ses forces contre le « libéralisme » de son prédécesseur, et laisse carte blanche à l'*Action française*, aux monarchistes, à tous ceux qui poursuivent le renversement des institutions républicaines !...



II

LE PÉCHÉ DE RÉPUBLIQUE

Est-il légitime, est-il possible d'être en même temps catholique et républicain ?

Oui, répond l'Eglise ; non, répondent les réactionnaires.

Voici, se rapportan à cette question, trois textes significatifs :

1° Extrait de la *Semaine Religieuse* de Cambrai :

Il est impossible que l'on aime la République sans aimer un peu la Maçonnerie. Ce mot est d'Anatole de la Forge ; il a été publié dans le Bulletin maçonnique du 1er juillet 1894 ; il est d'une justesse rigoureuse (1). *Tous les vrais républicains sont dévoués à la Franc-Maçonnerie* qu'ils considèrent comme l'âme même de la Révolution. (*Semaine Religieuse* de Cambrai, 31 mars 1906).

---

(1) Comparez cette opinion avec le passage suivant du *Livre Blanc du Saint-Siège* sur la séparation :

« Les adversaires de l'Eglise usent d'un sophisme trop évident. Ils identifient arbitrairement la République avec leurs doctrines et leurs lois antichrétiennes, et si l'Eglise ne les accepte pas, ils l'accusent d'opposition systématique à la République et en prennent prétexte pour de nouvelles violences. *Il est d'ailleurs évident que les institutions républicaines ne sont pas, par elles-mêmes, antichrétiennes...* »

2° Extraits d'un article de M. Ernest Renauld intitulé « *Delenda Carthago* » :

Si avoir de l'argent pour nos œuvres et notamment pour le denier du culte n'est pas une garantie certaine d'existence, ainsi que nous le disions hier, quelle est donc la solution ?

La solution certaine, et ce sera là ma conclusion, c'est de renverser la république (1).

Tout ce que nous ferons et qui ne tendra pas vers ce but est condamné à demeurer lettre morte...

... La crise de l'Eglise de France n'est pas une crise religieuse, mais politique.

Pendant la révolution, le catholicisme fut proscrit, nos prêtres guillotinés, l'exercice du culte interdit ; mais il serait faux de dire que c'était là une crise religieuse ; comme aujourd'hui, la crise était politique, due à un régime anti-

(1) Il s'en faut qu'en général les évêques de France soient de l'avis de M. Ernest Renauld. Par exemple, Mgr du Vauroux s'exprime ainsi dans une instruction pastorale que la *Croix* du 14 septembre 1907 a reproduite en partie :

« Nous ne pensons pas, à la suite d'une certaine école, qu'aucun progrès dans la justice ne sera possible si la Constitution de 1875 n'est pas changée, si la forme républicaine du gouvernement subsiste encore. Outre que la conception démocratique n'a rien d'incompatible en elle-même avec le christianisme, nous n'apercevons ni le moyen de détourner le suffrage universel de ses préférences constamment manifestées depuis trente-cinq ans, ni l'utilité de reprendre à notre compte une tactique longtemps funeste à l'Eglise, en nous inféodant aux partis monarchistes. Ce que les adversaires de la religion présentent à leurs électeurs comme une réalité incontestable, afin de les soustraire à notre influence, nous devons le démentir par des faits, bien plus que par des paroles. Il faut qu'on le sache, nous ne poursuivons aucun but politique, nous n'avons aucune arrière-pensée ; une seule inspiration nous guide à travers les luttes de chaque jour : la foi dans la mission sublime que nous a confiée notre Maître et notre Chef Jésus-Christ ».

Notons, en passant, que les principaux collaborateurs du *Soleil* sont, avec M. Ernest Renauld, MM. de Ramel, Flourens, Biétry et l'abbé Gaffre.

catholique ; cette crise n'aurait pas eu lieu avec Louis XVI et c'est un nouvel état de choses politique, le premier Empire, qui la fit disparaître.

Le remède à la situation du catholicisme n'est donc que dans un changement de régime politique.

Il faut détruire la république, le répéter sans cesse, dans les circonstances les plus variées...

... Il faut détruire Carthage !

Mais comment, demanderez-vous, puisque nous avons des Chefs dont le plus vif éloge qu'on en puisse faire, c'est de dire qu'ils sont de braves gens ?

Commençons par en changer et tâchons de mettre la main sur un homme qui soit organisateur et administrateur.

Il n'est pas utile qu'il ait l'éloquence et la valeur de Cicéron, mais il est indispensable qu'il ait la volonté persévérante de César.

Cet homme-là saura trouver les millions nécessaires pour créer un parti vigoureux et fort, au Prince qui incarne nos espérances... (*Soleil* du 20 septembre 1907).

3° Extrait d'un placard édité par le *Petit Panache*, journal royaliste illustré. Ce factum intitulé « *La Guerre Religieuse* » fut distribué à profusion lors des inventaires des églises, au début de 1906 :

Pendant ces dernières années, un certain nombre d'honnêtes gens avaient hésité, croyant qu'en se ralliant à la République, ils pourraient en changer l'esprit scélérat.

Ils s'aperçoivent aujourd'hui que la République est antichrétienne *par essence* et que le seul moyen vraiment efficace d'arrêter l'effet de sa haine antireligieuse, est d'aider à détruire le régime lui-même.

Non ! désormais, on ne pourra plus être à la fois catholique et républicain.

Les deux mots sont devenus, par la force des choses, aussi opposés l'un à l'autre que la nuit et le jour.

C'est pourquoi le premier cri que devra désormais pousser tout bon catholique, ou même tout homme simplement

soucieux de la liberté de conscience, c'est : A bas la République !

Et, maintenant, si le lecteur veut se documenter plus richement, qu'il s'abonne à la *Gazette de France*, au *Soleil*, à l'*Autorité* ou à la *Libre Parole*.

III

LES MONARCHISTES REVOLUTIONNAIRES

Dans une lettre à la *Libre Parole* dont je ne retrouve plus la date exacte mais que son auteur ne démentira pas, M. Charles Maurras, le plus remarquable des écrivains royalistes, s'est expliqué clairement sur la manière dont il fallait s'y prendre pour restaurer la monarchie.

« Organisons donc la pensée des bons Français, écrivait-il : qu'en face d'un ignoble gouvernement de fait (la République) se relève l'image pure du gouvernement national (la monarchie), tel que le désire, *à son insu*, la nation. » Mais comment faire ? A cette question qu'on lui pose, M. Maurras répond qu' « il faut recruter, dans la masse des *vrais* Français, une minorité pleine d'audace et d'énergie. Il faut que nous formions la *brigade de fer.* » Et dès lors, « l'émeute est-elle un bon moyen ? Très bon. La conspiration ? Excellent. Le coup d'Etat ? Parfait. Faut-il s'adresser à un général, avoir un préfet de police ? Quand nous y serons, nous aviserons... » (*Lettres à Edouard Drumont*).

M. Maurras a repris souvent cette idée, notamment dans un article de l'*Action Française* du 15 décembre 1903, lequel n'était lui-même que la reproduction des principales pages d'une brochure publiée quelques jours plus tard par les soins de la *Gazette de France*, sous ce

titre : « *Jules Lemaître et son ami. — Un nouvel état d'esprit politique. — Notes et commentaires par Charles Maurras* ».

Comment faire la monarchie ? se demande l'auteur. Et il répond :

La foule suit toujours ;
Elle suit les minorités énergiques :
Ces minorités font l'histoire.

Si une de ces minorités énergiques faisait la monarchie, M. Jules Lemaître estime que cette nouveauté serait accueillie sans défaveur : on serait même, en général, « plutôt content. »

Les Français du XIXᵉ siècle ne ressemblent pas aux Romains de Brutus. Ils n'ont pas la haine des rois. Ils sont aussi peu républicains que possible. Mais il ne sont pas royalistes : et le problème n'est pas du tout de les rendre royalistes : ce problème est d'instituer la royauté, de la faire. Une fois faite, elle serait accueillie, que dis-je, applaudie de tous.

Mais comment la faire ?

Je réponds qu'il faut faire la Monarchie comme on a fait tous les Gouvernements du monde, depuis que le monde a un nom :

— Par la force.

Et un peu plus loin :

Il faut faire la Monarchie par la force.

J'ai pris soin de défendre cette réponse. Mais il est à noter qu'elle est fort éloignée de déplaire au pays. Une solution vigoureuse et même violente ne serait pas impopulaire. Elle serait même extrêmement populaire. Celui qui a dit *la France aime la poigne* a dit un grand mot. La France sent bien qu'il lui faudra se dégager par la force des maîtres auxquels son état de désorganisation, bien plus que leur propre astuce l'a abandonnée sans défense.

Et un peu plus loin encore :

Nous avons essayé plusieurs fois de ce grand « moyen ». Mac-Mahon, puis Boulanger, enfin Déroulède l'ont étudié.

Mac-Mahon se crut lié d'honneur envers l'anarchie. Nous savons par Barrès (dans l'*Appel au soldat*, page 210) qu'il manqua à Boulanger l'audace de l'esprit. Il craignit les *Châtiments* de feu Victor Hugo. Déroulède eut l'audace qui manquait à son chef. Il lui manqua évidemment une idée raisonnable. Son idée plébiscitaire signifiait des éventualités si parfaitement anarchiques que les chefs de l'armée devaient reculer devant elle. Comme l'a fort bien dit Buffet, on ne sort pas du gâchis pour entrer dans le chaos.

Déroulède, il est vrai, avait des compagnons qui auraient pu corriger l'erreur de son calcul : ils ne s'entendaient pas entre eux, ils ont été frappés de la même impuissance que lui.

Si l'opposition nationaliste, catholique et conservatrice veut avoir la force pour elle, elle doit se conformer à trois conditions : elle doit s'accorder sur le but du coup à frapper ; cet accord doit se faire sur une idée, et sur une idée juste.

Et enfin :

Sans doute, il restera toujours parmi l'opposition nationale des dissidents bonapartistes, plébiscitaires, républicains. Mais nous avons vu que leurs passions sont éteintes et que la raison condamne leur solution. Ils ne pourront compter pour rien de plus dans les rangs de la minorité énergique. Elle sera unanimement royaliste. Ayant adopté ce programme positif, elle agitera et transformera l'opinion publique. On ne s'en tiendra plus aux stériles plaintes. Quand on gémira du présent, on concevra avec netteté un avenir différent. On verra *quelque chose*, on verra *autre chose*. On ne dira plus *la République ou l'inconnu* ; le second terme de l'alternative sera défini et clair. On possédera la formule d'une espérance. Les socialistes peuvent dire quelle est la valeur révolutionnaire et la force brisante d'un bon programme positif . La situation pourra même en être mûrie, la solution hâtée. En tout cas, la première occasion qui sera offerte sera saisie par une troupe agile, forte, exercée et mue d'une même pensée.

— Et vous voyez que ce sera la pensée royaliste ?

— Elle est seule satisfaisante. Le vrai seul peut faire l'union qui est indispensable à votre énergie, sans laquelle la révolution désirée ne se fera pas.

— Que faire donc ?
— La Monarchie.
— Comment la faire ?
— Par la force.

Le 10 décembre 1903, M. Léon de Montesquiou fait à Poitiers, sous la présidence de M. Vaugeois, directeur de l'*Action française*, une conférence royaliste. A cette occasion, M. Maurras adresse à M. de Montesquiou une lettre où nous relevons les déclarations suivantes :

Il n'y a qu'un moyen de renverser la République, c'est de faire la Monarchie. Il va sans dire que nous ne voulons pas renverser la République par des moyens légaux, car ce renversement se trouve justement interdit par un article de la loi constitutionnelle voté voici quelque vingt ans. La loi défend de toucher à la République. Eh bien, nous voulons y toucher. Nous voulons renverser la République, comme on a renversé tous les gouvernements qui ont été renversés depuis que le monde est monde. *Nous voulons renverser la République par la violence.* (*Action française* du 1er janvier 1904).

Et encore :

Nous sommes prêts à l'action immédiate, si elle devient à l'instant même, possible. Nous sommes parfaitement prêts à aller visiter les autorités de tout ordre, tenter, solliciter, harceler les dépositaires de la force publique, afin de les pousser à un acte d'indiscipline et de désordre apparent qui rétablisse en France l'ordre national et la discipline réelle (*Action française* du 1er janvier 1904).

Le *Bulletin de l'Union des Femmes Royalistes de France* (n° de mars 1907) a profité de cette vigoureuse leçon de M. Maurras. Voici, en effet, le conseil qu'il donne à ses élégantes lectrices :

En vérité, les socialistes révolutionnaires nous ont donné un exemple que nous, gens d'ordre, destinés à restaurer

l'ordre français *par tous les moyens*, nous ne saurions trop méditer, pour nous en inspirer, le cas échéant (1).

« Par tous les moyens » : c'est, en effet, la formule d'action des monarchistes de l'*Action française* et nous avons là-dessus une déclaration significative de M. Vaugeois, directeur de la revue, qui polémiquant, au mois de juillet de l'année 1900, avec M. Léon Bourgeois, ancien président du conseil, écrivait ceci :

Bourgeois — (on dit Bourgeois) — a récemment attaqué les idées de l'*Action française* à propos de notre enquête sur le protestantisme, au nom de la tolérance, de la solidarité et de plusieurs autres « vertus ». De ces vertus, comme de toute vertu d'ailleurs, vous savez qu'un vrai nationaliste doit éviter l'indécence d'en jamais parler, fut-ce pour les discuter. *Nous ne sommes pas des gens « moraux », que ce soit bien entendu, une fois pour toutes.* Nous sommes des bandits, puisque nous ne sommes pas démocrates. Je suis moi, personnellement, un bandit, j'en avertis mes amis *car je souhaite un coup d'Etat ; j'applaudirais, si je voyais le règne des lois aboli par un tyran* (*Action française* du 15 juillet 1900).

Six ans plus tard, le même M. Vaugeois termine un article sur l'affaire Dreyfus par ces mots de bataille et d'espérance :

L'avenir est à nous, aux Français, parce que nous le prendrons et le ferons comme nous le voulons : *par tous les moyens* (*Action française* du 1er août 1906).

---

(1) Ces lignes sont à rapprocher des suivantes, extraites d'une interview du citoyen Passérieu reproduite par le journal révolutionnaire *La Voix du Peuple* du 17 mars 1907 : « Nous emploierons *tous les moyens* pour préparer l'équitable répartition de la richesse. Et, *tous les moyens*, c'est l'action directe, c'est le sabotage ».

A noter que la formule de l'*Action française : par tous les moyens*, ce n'est pas moi qui la souligne, mais M. Vaugeois.

De pareilles excitations ne peuvent manquer d'engendrer chez ceux à qui elles s'adressent, un état d'esprit particulièrement violent, et l'on ne s'étonnera donc point en lisant les extraits suivants du compte-rendu sténographique d'un meeting organisé par le *Sillon*, en février 1906, au début de la crise provoquée par les inventaires des églises, meeting qui permit aux monarchistes d'exposer *coram populo* leurs méthodes d'action (1). Marc Sangnier venait d'expliquer à l'auditoire

---

(1) V. le *Sillon* du 25 février 1906 et l'article intitulé : *Le devoir présent des catholiques. — Le meeting des Sociétés savantes.*

Dans le *Sillon* du 10 février 1906, M. Henry du Roure écrivait avec beaucoup de sens :

« ... Ce n'est pas toujours à la voix des curés qu'ont obéi les catholiques qui se sont opposés par la violence à l'inventaire des églises. Tous les journaux conservateurs le constatent, et plusieurs avec satisfaction :

« Les radicaux, lit-on dans le *Soleil*, feignent de croire que le clergé a donné le mot d'ordre. Rien n'est plus faux. Ce sont les laïques qui débordent les clercs... Ici, c'est un curé qui veut parler de conciliation : ses paroissiens le conspuent. Là, c'est un curé qui recommande le calme : les fidèles le bousculent. Ailleurs, dans la crainte que leur curé ne se montre trop accommodant envers l'agent du fisc, les catholiques l'enferment dans la sacristie et se font assaillir par la force armée... »

En vain, à Sainte-Clotilde, M. l'abbé Gardey, trouvant les portes de son église barricadées, sans même qu'il eût été prévenu, voulut-il rappeler que c'est au curé seul qu'appartient le soin de faire la police de son église... En vain, le curé de Saint-Pierre du Gros-Caillou essaya-t-il d'alléguer les instructions de l'archevêque... « Notre chef, c'est Dieu », lui fut-il répondu. Et, quelques instants après, un des manifestants, M. Odelin, lui disait : « Nous sommes ici chez nous, l'église est à nous ; ces biens sont à nous ;

comment le *Sillon*, dans un domaine où l'autorité religieuse était évidemment souveraine, s'était imposé pour règle de n'agir qu'en conformité avec les instructions de l'épiscopat et du clergé. Un contradicteur royaliste, M. Watrin, demanda la parole et voici comment il justifia l'attitude violente de ses amis :

Je sais que je vais soulever une véritable tempête, mais je tiens cependant à le dire. C'est que si les catholiques subissent si souvent des défaites de la part de leurs adversaires libres-penseurs, c'est qu'ils ne savent pas, que nous ne savons pas revendiquer tout ce que nous avons fait : je veux parler des admirables guerres de religion qui ont délivré la France de l'hérésie... (*Vives protestations ; applaudissements dans le fond de la salle.*)

Est-ce que ce n'étaient pas des catholiques ceux-là qui, sous la direction du duc de Guise, ont su se débarrasser des traîtres protestants ? Et je vous demande un peu si, demain, toute la France chrétienne n'applaudirait pas si, en une seule nuit, elle se débarrassait des sectaires et des traîtres de notre époque ? (*Violent tumulte*).

Marc Sangnier. — Ecoutez, camarades. Voilà des paroles qu'il est bon d'entendre. Cela éclaire la situation.

M. Watrin. — Je disais que la nuit de la Saint-Barthélémy avait été une nuit splendide pour le triomphe de la patrie et de la religion. Notre grand tort, à nous, c'est de ne pas savoir répondre lorsqu'on nous jette certaines dates

---

vous n'êtes que le gérant de la paroisse ; nous en sommes les maîtres » (V. *Eclair* du 3 février).

Peut-être est-ce là ce qu'on appelle être « catholique tout court » — à moins qu'il ne faille reconnaître dans ces paroles étranges l'état d'esprit de certains réactionnaires qui, dernièrement, s'écriaient, dans une réunion du *Sillon* : « Nous ne sommes pas catholiques romains ; nous sommes catholiques français ».

On sait que M. l'abbé Gardey, mis en quelque sorte moralement à la porte de son église, offrit au cardinal Richard sa démission de curé de Sainte-Clotilde et qu'il ne consentit à la retirer que sur les instances du vénérable archevêque.

à la tête. A ceux qui sont aujourd'hui au pouvoir et nous parlent des Croisades, des Guerres de Religion et de l'Inquisition, vous pouvez répondre : « Ce n'est pas nous, nous ne datons que de 35 ans », mais l'Eglise catholique ne date pas de 35 ans, elle a fait la France grande et belle et nous devons, nous catholiques de France, prendre l'Eglise dans son ensemble ou la rejeter : il n'y a pas de milieu.

C'est parce que je suis partisan des mouvements de violence, c'est parce que j'estime que la violence seule peut nous débarrasser d'une corruption qui nous étreint, que je viens vous dire qu'il n'appartient pas au clergé, qu'il n'appartient pas au Pape de diriger un mouvement pareil.

Certes, il faut, en tout ce qui concerne l'âme, le domaine spirituel, il faut obéir aveuglément à nos Pasteurs légitimes. Mais, tout à l'heure, Marc Sangnier citait une phrase de l'Evangile : « Rendez à César ce qui est à César et laissez à Dieu ce qui est à Dieu ». Je ne viens pas dire qu'il faudrait que ce soient le Pape, les Cardinaux et les prêtres qui prennent la tête d'un mouvement révolutionnaire : non, c'est aux laïques à faire ceci. Mais quand on a vu le mouvement d'enthousiasme qui a secoué les catholiques qu'on croyait avachis depuis longtemps, il ne faut pas l'enrayer et venir, après les pompiers, jeter des douches d'eau plus froide encore sur la bonne volonté des catholiques.

Cette citation se passe de commentaires. Nous remarquerons seulement que les journaux catholiques qui, comme l'*Univers* et surtout la *Croix*, ne se lassent pas, depuis quelques années, de faire au *Sillon* une guerre de coups d'épingle et de procès de tendances, n'ont pas eu un mot de blâme pour ces scandaleuses théories. Il semblerait qu'aux yeux de ces censeurs vigilants, la qualité de monarchiste excuse tout, tandis que le péché de démocratie doit être un motif suffisant de perpétuelle suspicion.

IV

DANS LE JARDIN DE L' « ACTION FRANÇAISE »

Les royalistes de l'*Action Française* pensent de la démocratie ce qu'en pensait l'un des écrivains dont ils se réclament le plus volontiers, Ernest Renan. A leurs yeux, elle n'est rien de plus qu'une erreur théologique. « Grattez le démocrate, lisons-nous dans leur revue (1), vous trouvez le théologien ».

Théologie, métaphysique, droit, morale : autant de rêveries fécondes en billevesées sociales et politiques. « Ne vaudrait-il pas mieux, s'écrie l'un des rédacteurs de l'*Action Française* (2), exclure de la politique cette idée métaphysique du droit ? » C'est elle, en effet, qui a engendré la *Déclaration des Droits de l'Homme* dont se meurt la France.

> Les plus fines et les plus gracieuses intelligences françaises, écrit M. Vaugeois, *pour peu qu'elles aient trempé dans le brouillard chrétien* au temps de leur jeunesse, restent exposées à la contagion. On en a pu trouver une curieuse preuve dans cette petite phrase échappée récemment à M. Jules Lemaître : « Nous tenons encore, — dit-il à peu près dans un article de l'*Echo de Paris*, — nous autres républicains nationalistes, pour... *la très idéaliste Déclaration des Droits de l'Homme...* »

---

(1) *Action française* du 1er janvier 1904, p. 84.
(2) *Action française* du 1er juillet 1901, p. 79.

... S'il ne faut point s'enthousiasmer et « tenir » pour une « Déclaration des Droits de l'Homme », c'est qu'une telle « Déclaration » est toute froide, n'ayant ni corps, ni sang, ni mouvements de vie : *on ne « tient » pas, quand on a quelque chevalerie dans l'âme pour un* Contrat *écrit sur une Bible.* (*Action française* du 1er septembre 1900, p. 349 et 350).

« Brouillard chrétien » et « contrat écrit sur une Bible » ne sont pas mal. Ah ! si quelque Marc Sangnier avait parlé ce langage, de quels anathèmes n'eut-il pas été l'objet de la part du monde « bien pensant » !...

M. Vaugeois, d'ailleurs, est philosophe. Et ce qu'il dit, il sait pourquoi il le dit :

L'expérience nous a appris que le sentiment aveugle, court et instable, qui porte les hommes vers leurs pareils, ne les renseigne pas sur leur propre nature, non plus que sur celle des autres ; qu'ils ne savent point par lui, de quoi ils sont capables ou incapables, pour l'établissement et la conservation de leur société ; — *et que c'est donc à l'historien de leurs actes, ou plutôt de leurs ordinaires façons d'agir, et non point à l'interprète de leurs rêves, — au savant et non point au prêtre, — qu'il incombe de leur prescrire les lois à observer pour vivre ensemble.*

Tout sentiment religieux, toute aspiration métaphysique, et, en général, tout espoir concernant l'avenir *de l'Humanité*, — si cet espoir ne se résout pas en une déduction tirée de son passé et de son présent, — *risque de faire sombrer le politique dans la plus impuissante des folies.* (*Action française* du 15 octobre 1900, p. 621).

Considérations analogues de M. Lucien Moreau sur « l'idée positive du droit » :

... Il serait bien étrange que la société existât aux fins d'assurer à chacun le maximum de ses droits : ou bien la protection des faibles serait tout son but et nous retomberions dans la morale des esclaves... Diviniser le droit indéfini, c'est faire œuvre de mystique, non de savant. Mais

remarquons que tout savant qui accède pour la première fois aux questions politiques peut être aussi infecté de survivances théologiques que le plus superstitieux des électeurs. Ceux qui appliquent l'esprit et les méthodes scientifiques aux phénomènes sociaux n'y constatent jamais que des forces...

Nous n'avons donc que faire de « l'esprit de justice » ni des « aspirations vers le droit » dont parle M. Benda ; ce sont chimères surannées, bonnes pour les esprits attardés dans la conception métaphysique, qui, incapables de raisonner, se précipiteraient, si on leur ôtait ces superstitions (1), tout au fond d'un égoïsme barbare. (*Action française* du 1er avril 1900, pp. 576 et 577).

Ainsi lancés dans la voie du positivisme, les lecteurs de l'*Action Française* ne durent éprouver nulle surprise quand la revue royaliste publia les feuillets extraits du journal de M. Octave Tauxier. Cet écrivain qui s'était converti à la monarchie, mourut trop tôt pour que ses nouveaux amis eussent la joie de mettre à profit toute sa science et tout son talent. Du moins voulurent-ils éditer quelques-uns de ses papiers intimes.

Dans sa lettre d'adhésion au parti royaliste, on note ce passage :

L'égoïsme est pour l'individu le moyen de pourvoir à son existence, et le principe de la stabilité de cette existence.

Les rédacteurs de la *Science sociale* aiment à parler après Le Play, du Plan Providentiel ; ils conçoivent sous ce vocable ou plutôt ils constatent que l'harmonie totale d'une société tient uniquement à l'exercice de l'égoïsme des unités qui la composent, *c'est-à-dire qu'elle est agrégée et prospère, non du fait des qualités altruistes, mais par la seule recherche pour chacun de son intérêt propre, exclusif. Ce n'est que lorsque l'homme est tourné à la recherche de son intérêt à lui, que cet homme sert la société.*

---

(1) Ce qui veut dire apparemment qu'il faut tout de même une « religion pour le peuple ».

Que résulte-t-il de ceci, sinon que rien de grand, de général, n'est viable qui repose seulement sur l'amour d'autrui (exceptons comme hors de discussion, les groupements religieux), *sur le dévouement, la vertu, la conscience, forces infimes, rares, fragiles : fantômes !* Que valent-elles, ces apparences, en présence de l'égoïsme, expression totale de l'être qui « veut vivre » ? (*Action française* du 1er avril 1902, pp. 573 et 574).

Ce sont ces considérations qui ont amené M. Tauxier à la monarchie. Cet extrait de son journal en témoigne :

Le moyen le plus naturel, le plus humain de faire marcher les affaires de l'Etat, c'est de les mettre sous la sauvegarde de l'égoïsme, c'est-à-dire de l'intérêt direct.

En faire la chose (le terrain de prédilection) du dévouement, de la « conscience », de l'altruisme (égoïsme trop fin pour être vulgaire), c'est les mettre sous la sauvegarde de choses fragiles ; (c'est agir à rebours des moyens de la nature).

En conséquence, il faut faire des choses publiques les affaires toutes personnelles et privées d'un homme sacré : un bien de famille.

Pour rendre sensible cette raison, il faudrait d'abord montrer fortement que rien n'est viable, n'est stable et même n'existe que les institutions basées sur l'intérêt ; que c'est l'égoïsme qui a tracé « le plan providentiel », qu'il est le moteur de la vie sociale ; que les qualités altruistes ont un rôle à peine sensible, nul dans l'ensemble ; *que les hommes d'ailleurs n'ont aucune aptitude à ce qui n'est pas de leur intérêt immédiat et direct.* (*Action française* du 1er décembre 1903, pp. 380 et 381).

N'objectez pas les commandements d'une morale plus idéaliste. M. Tauxier vous répondra par cette note de son journal :

Comment *le point de vue moral est un point de vue anarchiste.* — Il est ferment utile à petites doses ; mais le point de vue véritable, fondamental, sans lequel il n'y aurait pas

de société, partant pas de moralité, est le point de vue : *Conservation de l'espèce* qui se nomme : préjugé héréditaire ou *préjugé* tout court (*Action française* du 1er janvier 1904, p. 32).

Et n'objectez pas des scrupules de religion. En effet :

Plusieurs idées à noter :

1° *Sur la religion et son effet destructif sur la société.*

Les hommes tendent à réaliser dans la société leurs idées religieuses, c'est-à-dire des idées nées de leur vis-à-vis avec le monde, l'Absolu, Dieu ; *en conséquence, ils déforment la société pour la plier à des fins religieuses qui sont non-sociales ou anti-sociales.*

Il en résulte que la meilleure religion est la plus ancienne religion, ayant été usée et réformée par la vie sociale.

2° En conséquence, *les fanatiques sont des hommes qui ont en vue un but autre que l'intérêt social, et qui lèsent cet intérêt, dans la réalisation de leur fin religieuse* (*Action française* du 1er décembre 1903, pp. 376 et 377).

Avant que ne fut publiée cette partie du journal de M. Tauxier, un autre collaborateur de l'*Action Française*, M. Robert Launay, avait déjà répondu à M. Georges Goyau, défenseur de la conception démocratique, par une lettre où nous lisons :

... Nous la voyons aujourd'hui (« la Marianne », c'est-à-dire la République) dans son ignoble maturité. Quelques-uns, et même de plus en plus nombreux, en ont une horreur définitive. Plusieurs qui ne nient pas sa laideur et sa turpitude, prétendent qu'il conviendrait de la regarder autrement ou que, mieux attifée, la gueuse serait acceptable, qui sait même ? charmante. Par exemple si l'on pouvait la transformer en décente chrétienne !

Mais sincèrement on ne compte pas cette conversion dans l'ordre des progrès réalisables. *Allons plus loin, si elle s'effectuait, si les préceptes de Jésus-Christ, dépassant les limites de la morale particulière, prédominaient dans le*

gouvernement, on sent que beaucoup de maux qui nous révoltent à l'heure actuelle ne cesseraient pas d'empirer **(1).**

Le Fils de l'Homme enseignait l'endurance des affronts, l'indifférence à l'abaissement, au dommage, la recherche même des humiliations. Les avantages temporels ne l'intéressaient guère, non plus que les royaumes de ce monde ou leur prospérité. Cette insouciance qui fait la vertu dans le privé, vaut infiniment moins pour la conservation des peuples. Et qu'est-ce, d'ailleurs, sinon le fameux Humanitarisme ? Le Socialisme collectiviste est un piteux plagiaire.

Cependant, à notre époque où l'intégrité non seulement de nos traditions essentielles, mais aussi de notre territoire se trouve en danger, ne serait-ce pas folie d'adopter pareille méthode ? Comme on le disait naguère justement ici, la meilleure politique ne consiste pas d'ordinaire à tendre la joue droite après le reçu d'une gifle sur la gauche.

Sans remonter jusqu'à Charlemagne, vénéré par l'Eglise et toutefois si peu scrupuleux en son métier d'Empereur conquérant, Ferdinand, que l'Histoire qualifie de Catholique, pécha sans mesure contre la charité du Sauveur, quand il lui fallut purifier son Espagne ; et Richelieu, vêtu de la robe cardinalice, oublia son caractère de pasteur religieux pour établir, avec énergie, l'unité de la France aux dépens des rebelles.

Par contre, les Papes s'attestaient respectueux et *zélés continuateurs du divin Libéralisme*, lorsque, sous peine d'excommunication, ils contraignaient les divers Etats à subir l'infection israélite (2) ou même accueillaient dans les leurs,

---

(1) On sait que le Pape Pie X affirme au contraire qu'il importe de tout établir dans le Christ : « *Instaurare omnia in Christo* ».

(2) L'*Action française* du 1er janvier 1904 cite naturellement avec éloge ces réflexions de son collaborateur et ami, M. Jules Soury :

« Un Juif ne devrait point porter l'épée, il ne devrait point siéger dans un tribunal ni donner l'instruction à des enfants chrétiens.

« *Si l'Aryen*, qui a créé la science et la philosophie, *mérite seul le nom d'homme, le Juif n'est même pas un homme.*

pour le plus grand préjudice de l'Italie, cette écume de l'univers. (*Action française* du 1er janvier 1903, pp. 88 et 89).

Tel est l'état d'esprit des écrivains que le nouveau parti royaliste considère à bon droit comme ses leaders. Il y a beaucoup d'antichristianisme dans les tendances de l'*Action Française* et il y en a beaucoup à la base de ses conceptions.

En veut-on un nouvel exemple ?...

Dans l'*Action Française* du 1er avril 1901, nous trouvons reproduite la préface écrite par M. Charles Maurras au frontispice d'un volume de contes philosophiques qu'il publia chez Calmann Lévy, en 1894, sous ce titre *Le Chemin de Paradis*. Et voici ce qu'on y découvre :

... Bien que la rencontre en soit rare, dit M. Maurras, je ne conteste point l'appétit de l'indépendance, l'erreur belle et féconde dont quelques hommes sont aveuglés comme de leur sang. Mais la plupart ne l'éprouvent à aucun degré, si ce n'est comme suggestion et imitation machinale, ce qui est encore servir. Bien mieux, ces suggestions ont fait de récentes misères que nous avons eues sous les yeux : combien d'esclaves-nés de notre connaissance retrouveraient la paix au fond des ergastules d'où l'Histoire moderne les a follement exilés !

Mourant de lâche inquiétude et pourris d'une élégiaque vanité, encore faudrait-il que l'on hâtât pour eux ce bienfait du carcan, ou les verrons-nous parvenus dans un état si avancé de décomposition que leur chair en lambeaux empoisonnerait les murènes ?

Je présume qu'on évitera d'objecter à ceci le christianisme. La chaine d'idées que j'expose est très suffisamment

---

Et c'est bien ainsi que nos ancêtres, Celtes et Germains, ont toujours traité cette engeance. « Je suis le premier à recon- « naître, a écrit un Celte, Ernest Renan, que *la race sémi-* « *tique*, comparée à la race indo-européenne, *représente* « *réellement une combinaison inférieure de la nature hu-* « *maine.* »

païenne et chrétienne pour mériter le titre de catholique (1) qui appartient à la religion dans laquelle nous sommes nés. Il n'est pas impossible que j'aie heurté chemin faisant quelques passages de la Bible, mais je sais à peine lesquels. *D'intelligentes destinées ont fait que les peuples policés du sud de l'Europe n'ont guère connu ces turbulentes écritures orientales que tronquées, refondues, transposées par l'Eglise dans la merveille du Missel et de tout le Bréviaire :* ce fut un des honneurs philosophiques de l'Eglise, *comme aussi d'avoir mis aux versets du* Magnificat *une musique qui en atténue le venin.* Je me tiens à ce coutumier, n'ayant rien de plus cher, après les images d'Athènes, que les pompes rigoureuses du moyen-âge, la servitude de ses ordres religieux, ses chevaliers, ses belles confréries d'ouvriers et d'artistes si bien organisées contre les humeurs d'un chacun, pour le salut du monde et le règne de la beauté.

Ces deux biens sont en grand péril depuis trois ou quatre cents ans et voici qu'on invoque, au secours du désordre, le bizarre Jésus romantique et saint-simonien de mil huit cent quarante. Je connais peu ce personnage et je ne l'aime pas. Je ne connais d'autre Jésus que celui de notre tradition catholique, « le souverain Jupiter qui fut, sur terre, pour nous crucifié (2). Je ne quitterai pas ce cortège savant des Pères, des Conciles, des Papes et de tous les grands hommes de l'élite moderne *pour me fier aux évangiles de quatre juifs obscurs...* (*Action française* du 1er avril 1901, pp. 543 et 544).

---

(1) Ici, je veux dire au bas de la page 543 du fascicule de l'*Action française* où je découpe cette curieuse et suggestive citation, M. Maurras pique cette note :

« Ceci est l'illusion de la vingt-cinquième année. Le catholicisme est un dogme. Il ne prête ni aux mélanges, ni à la fantaisie... » (Note de 1901).

L'intention d'un correctif est évidente. On verra plus loin dans quelle mesure il convient d'en tenir compte.

(2) *... O sommo Giove*
Che fosti 'n terra per noi crucifisso !
DANTE, Pg. VI, 118, 119.

Ainsi, au regard de M. Maurras, le grand mérite du catholicisme, c'est d'avoir réduit ou paralysé autant qu'il se pouvait, les énergies « destructives » — comme s'exprime son ami M. Tauxier — que renferme le christianisme. Pour les royalistes de l'*Action Française*, le catholicisme ne vaut, à ce qu'il paraît, que dans la mesure où ces messieurs s'imaginent qu'il a été « usé et réformé par la vie sociale ». En tronquant, en refondant, en transposant « les évangiles de quatre juifs obscurs », — de quatre juifs que l'Eglise a mis sur ses autels, mais qui, puisqu'ils sont juifs, « ne méritent même pas le nom d'hommes », si l'on en croit M. Jules Soury, — et en atténuant « le venin du *Magnificat* », le catholicisme romain s'est acquis la reconnaissance et l'amitié de ces convertis d'une espèce nouvelle qui saluent en lui « la religion de l'ordre » et l'inévitable auxiliaire de la politique monarchiste !... « La chaîne d'idées que j'expose, explique M. Maurras en 1894, est très suffisamment païenne et chrétienne pour mériter le titre de catholique ». Et j'accorde qu'en 1901, il veut bien reconnaître que le catholicisme, en tant qu'il est « un dogme », « ne prête ni aux mélanges ni à la fantaisie », mais, le 9 décembre 1906, dans une profession de foi de « romanisme » qu'on peut retrouver dans son livre « *Le dilemme de Marc Sangnier* » (1) et où

(1) Rendant compte, dans la *Chronique du Sud-Est*, de ce livre de M. Maurras, M. Joseph Varmond conclut en ces termes son très juste et très pénétrant article :

« Il y a lieu de prendre garde aux efforts intelligents des néo-monarchistes, qui tentent d'accaparer le catholicisme, et de restaurer l'ancienne solidarité du trône et de l'autel, démolie par Léon XIII. On voit bien tout ce que le parti monarchiste gagnerait à cette restauration ; mais on voit encore mieux tout ce que l'Eglise y perdrait. Si l'on n'y prenait garde, les partisans non catholiques de l'Eglise catholique feraient oublier sa physionomie strictement religieuse.

l'on constate assurément quelque « fantaisie » et quelque « mélange », il exprimera tout de même cette idée, qui n'a pas cessé de l'obséder, d'une sorte de catholicisme païen dont l'harmonieuse combinaison doit, à coup sûr, plaire infiniment aux « athées cléricaux » de l'*Action Française* :

Je suis Romain, prononce-t-il, parce que Rome, dès le consul Marius et le divin Jules jusqu'à Théodose, ébaucha la première configuration de ma France. Je suis Romain *parce que Rome, la Rome des prêtres et des papes, a donné la solidité éternelle du sentiment, des mœurs, de la langue, du culte, à l'œuvre politique des généraux, des administrateurs et des juges romains.* Je suis Romain, parce que si mes pères n'avaient pas été Romains comme je le suis, la première invasion barbare, entre le v[e] et le x[e] siècle, aurait fait aujourd'hui de moi une espèce d'Allemand ou de Norvégien. Je suis Romain, parce que, n'était ma romanité tutélaire, la seconde invasion barbare, qui eut lieu au XVI[e] siècle, l'invasion protestante aurait tiré de moi une espèce de Suisse. Je suis Romain dès que j'abonde en mon être historique, intellectuel et moral. Je suis Romain, parce que si je ne l'étais pas je n'aurais à peu près plus rien de français. (*Barbares et Romains*, brochure éditée par la *Société française d'Imprimerie et de Librairie*, pp. 19 et 20).

Que l'on veuille bien se donner la peine de rapprocher de toutes les citations qui précèdent, cette formule du nouveau *Credo* royaliste et qu'on nous dise, après cela, si cette conception du catholicisme « religion de l'ordre », n'est pas annoncée et comme commandée

---

Un *Dilemme de Charles Maurras* risquerait d'opposer l'un à l'autre le Catholicisme et le Christianisme. L'essai qu'il vient d'écrire sur (ou plutôt *contre*) la « démocratie religieuse » fait craindre un *essai de catholicisme païen*. Heureusement, les successeurs des apôtres veillent sur l'héritage du Christ : l'Eglise « de l'ordre » saura empêcher ce « désordre ».

par tout le système positiviste et quasi-matérialiste des fondateurs et des collaborateurs les plus éminents de l'*Action Française*.

Cela n'empêche pas que M. l'abbé Delfour, l'un de ceux qui, précisément, ont travaillé avec le plus d'ardeur à faire au *Sillon* et aux catholiques démocrates une réputation d'hétérodoxes ne soit plein d'indulgence pour M. Maurras et pour ses amis. Si Marc Sangnier avait jamais écrit la moitié ou le quart de ce qu'ont écrit les Tauxier, les Robert Launay, les Vaugeois et les Maurras, avec quelle indignation M. Delfour ne s'exclamerait-il pas : « *Viam sequitur damnosam !* » Mais dès lors qu'il s'agit d'adversaires des idées démocratiques et républicaines, M. Delfour se transforme d'inquisiteur en avocat... Sans doute, sans doute, M. Maurras a commis quelques paradoxes. Mais ces paradoxes sont charmants. C'est de la jeunesse, c'est de la vie, et la jeunesse et la vie sont toujours un peu téméraires. Il faut beaucoup leur pardonner, sous peine d'injustice.

Et dans la *Croix*, dans la pieuse *Croix* de M. Féron-Vrau dont Mgr Delamaire, coadjuteur de Cambrai, n'hésitait pas à dire, dernièrement, qu'elle est « quelque chose comme l'incarnation de l'idée catholique en France » (1), M. Delfour donne libre cours à sa man-

---

(1) V. la *Croix* du 19 octobre 1907.

Le 22 février 1906, au banquet de clôture du deuxième congrès général des œuvres catholiques de conférences et de projections, M. l'abbé Poulin s'était déjà exprimé en ces termes :

« Je bois à M. Feron-Vrau, à M. Feron-Vrau qui a hérité de l'Ordre des Assomptionnistes cette lourde tâche... à M. Feron-Vrau qui est à lui seul toute une congrégation... (*Rires et applaudissements*) au vaillant qui n'a pas hésité à assumer une si grosse, une si lourde responsabilité.

« Le bon Dieu lui a donné cette superbe inspiration et le voilà aujourd'hui à la tête d'une armée de curés, de vicaires, de religieux.

« Nous sommes des milliers, des légions derrière vous, toute l'armée des curés, quoi ! (*Rires*).

suétude et à ce large esprit de tolérance qui, comme chacun sait, est la caractéristique de son tempérament.

M. Charles Maurras et ses amis, écrit-il, surent éditer, au début de leur campagne intellectuelle, quelques paradoxes éclatants. Et après ? Bon pour M. Fidao (2) d'apparaître semi-académique et centre gauche ou centre droit dès sa plus tendre jeunesse. M. Maurras a mis dans ses *Juvenilia*, parfois damnables, une originalité et une verve à quoi ne nous ont pas accoutumés les vieux jeunes doctrinaires de 1907. Ils sont bien trop soucieux de ne point se brouiller avec l'opinion !

Ce que les catholiques attendent du directeur de l'*Action française*, c'est moins une polémique justificative qu'une profession de foi très nette. *Dans votre positivisme, Monsieur*

« N'est-ce pas, Monsieur Feron-Vrau, que ce n'est pas banal de voir des milliers d'hommes noirs, toute l'armée cléricale qui suit votre mot d'ordre. (*Rires et applaudissements*).

« Je me réjouis de cela, car nous savons bien qu'en obéissant à M. Feron-Vrau, nous obéissons au Pape et à l'Eglise dont il est le fidèle serviteur ». (*Vifs applaudissements*).

Le toast de M. l'abbé Poulin se trouve reproduit à la page 91 du compte-rendu du Congrès, édité par la Maison de la Bonne Presse, 5, rue Bayard, Paris.

Il ne faut rien exagérer et il convient de tenir compte, en l'occurrence, de la bonne humeur naturelle de M. l'abbé Poulin, dont l'esprit primesautier et l'imagination pittoresque aiment à se traduire en formules piquantes. Mais tout de même, il est à craindre qu'à force de s'entendre complimenter de la sorte, M. Feron-Vrau et ses collaborateurs en viennent à se croire les chefs de l'Eglise de France et les arbitres des discussions entre catholiques. Et si ce n'est pas là du laïcisme, qu'est-ce que c'est ? Et, enfin, si tout cela ne doit pas nous acheminer au « parti catholique », quel nom faudra-t-il donner à l'organisation politico-religieuse dont la *Croix* ne cesse pas un seul instant de poursuivre la réalisation ?...

(2) Allusion à un très remarquable article publié par M. Fidao, dans le *Correspondant* du 10 décembre 1905, sous ce titre : « *Un nouvel état d'esprit politique. — Les postulats de l'« Action française* ».

Maurras, dans votre athéisme, dans votre machiavélisme politique, dans votre semi-renanisme, nous voyons surtout des exercices livresques chers à un jeune Scholar transcendant. L'heure de la maturité a sonné pour vous. Dites enfin que vous êtes catholique, *car vous l'êtes jusqu'au fond du cœur, vous l'êtes jusqu'aux moelles.* (*Croix* du 10 avril 1907).

Malheureux Marc Sangnier, heureux M. Maurras !.. (1)

On nous dira peut-être que, depuis un an ou dix-huit mois, l'*Action Française* a évolué et qu'elle ne publierait plus aujourd'hui des thèses aussi effrontément antichrétiennes que celles dont nous avons indiqué ci-dessus les grandes lignes. C'est, en effet, probable et la raison en est simple. Peu à peu l'*Action Française* s'est étendue en nombre et en influence politique. D'école, elle se transforme progressivement en parti et comme, parmi ses adhérents, le nombre est assez grand de ceux dont les sentiments catholiques répugneraient au positivisme des Vaugeois et des Maurras, ceux-ci se trouvent inévitablement entraînés à atténuer ce qu'il

(1) Il y a, tout juste à l'opposé des positivistes et des « athées catholiques » de l'*Action française*, des catholiques qui se confessent, qui communient, qui s'efforcent de surnaturaliser par la réception des Sacrements leur vie tout entière. Mais, dans le domaine des questions libres, ces catholiques « pratiquants » affichent des idées qui déplaisent à M. l'abbé Delfour. Et alors, sans les nommer, — à la *Croix* on évite le plus souvent de nommer ceux que l'on attaque, afin de n'être pas exposé à les voir invoquer leur droit de réponse, — M. l'abbé Delfour, dans ce même article, les exécute avec une charité toute sacerdotale : « On connaît, dit-il, *un certain nombre de catholiques pieux, très pieux, voire mystiques, qui tournent autour du Dogme comme les commerçants véreux autour du Code* ».
L'insinuation est bien lancée et la *Croix*, qui la prend à son compte, est un bien honnête journal.

y avait de trop vif et de trop aigu, jusqu'ici, dans leur enseignement. *L'Institut d'Action Française* s'est même adjoint comme collaborateurs, M. l'abbé Gaudeau, actuellement titulaire d'une chaire dite « du Syllabus » et M. l'abbé de Pascal qui professe « la philosophie sociale » dans la « Chaire la Tour du Pin ». C'est la théologie mise au service de la monarchie et si la première se comporte aimablement à l'égard de la seconde, n'est-il pas juste que la seconde fasse à la première quelques concessions ?...

Cependant, nous avons quelques bonnes raisons de penser que les intellectuels de l'*Action Française* ne pousseront pas l'opportunisme jusqu'à rétracter nettement, sans équivoques ni réticences, les propositions au moins suspectes que l'on sait. Tout au plus tenteront-ils un effort pour les expliquer (1). Mais à la

---

(1) Ils s'y sont essayés, en effet, et j'ai lu, dans l'*Action française* du 1er novembre 1907, leur réponse à M. Fidao.

Elle est habile, cette réponse, et l'on voit bien que le savoir-faire d'un théologien a concouru à la rendre telle. Mais l'une de ses habiletés, et peut-être la principale, consiste, à coup sûr, dans le retard apporté à sa publication. Ces messieurs veulent bien nous dire que si elle n'a été prête qu'en août 1907, c'est-à-dire vingt mois après l'attaque qui la rendait nécessaire, il faut chercher le motif de cette surprenante temporisation dans l'activité exceptionnelle dépensée, depuis lors, par l'*Action française* dans des débats moins philosophiques. Je croirais plutôt, et d'autres croiront avec moi qu'il était de bonne tactique de laisser s'élever, entre les textes accusateurs produits par M. Fidao et les explications au moyen desquelles on se proposait de les innocenter, le brouillard bienfaisant de l'oubli et ce nuage d'imprécision qui, en enveloppant la mémoire du lecteur bénévole, le rend moins apte à se défendre contre les séductions d'un plaidoyer adroitement construit. Le fait est que si l'on confronte les explications de l'*Action française* en 1907 avec les articles qu'elle a publiés antérieurement et que ces explications ont précisément pour objet d'interpréter, on ne se sent nullement convaincu. L'au-

différence de ce qui s'est passé, au dire de M. Maurras, pour les versets du *Magnificat*, ils découvriront malaisément la musique qui pourrait en extirper complètement le venin.

En attendant, l'athéisme de quelques-uns de ces directeurs de conscience du parti royaliste continue de s'affirmer de la manière la plus intéressante.

C'est, par exemple, M. Jacques Bainville qui, le 21 mai 1907, adresse au journal le *Temps* une lettre de rectification dans laquelle il se plaint qu'on l'ait qualifié de « royaliste et *catholique* » :

Royaliste, je le suis devenu, en effet. Né dans une famille républicaine dont le chef était même de longue date

---

teur de la réponse à M. Fidao s'attache, sans doute, à démontrer qu'à l'*Action française*, on a toujours subordonné la politique à la morale, voire aux préceptes de la théologie catholique, et qu'en conséquence l'on est toujours resté dans les limites de l'orthodoxie, mais ce n'est pas sans peine qu'il arrive à concilier — s'il y arrive — cette prétention avec les déclarations si souvent répétées des écrivains les plus éminents de son groupe. Il n'est même pas très difficile de surprendre dans son argumentation plus d'une trace de ce positivisme anti-chrétien que MM. Vaugeois, Tauxier et Robert Launay ont recommandé avec tant d'insistance. On y retrouve, sous plus d'une forme, cette assimilation de la politique aux sciences physiques et naturelles, qui fait le fond de tout le système, et cette préoccupation de ne point « confondre la morale et la politique », qui risque d'aboutir, en bien des cas, à la négation pure et simple de l'idéal le plus nécessaire et du progrès le plus légitime. Et il faut probablement que les choses soient ainsi, car si l'*Action française* abandonnait complètement et sans arrière-pensée ses positions du début, elle perdrait du même coup toute son originalité. Hypothèse peu vraisemblable. Il y a, dans les tendances de l'*Action française* et tout au fond de l'esprit de ceux qui la dirigent, trop de paganisme latent et trop de machiavélisme pour que son « catholicisme » soit jamais autre chose que la « religion de l'ordre », c'est-à-dire un catholicisme de raison d'Etat au service des conceptions monarchiques.

abonné du *Temps*, la lecture quotidienne que j'ai faite, depuis ma dix-huitième année, du *Bulletin de l'Etranger* n'a pas été sans contribuer à me faire abandonner l'idéal républicain. Quant à être « catholique », votre collaborateur, qui le dit, me l'apprend. Est-on « catholique » lorsque après avoir été baptisé on a reçu une éducation intégralement laïque et que l'on ne partage pas les croyances du catholicisme tout en se déclarant l'ami respectueux et l'allié très résolu de la religion nationale ? C'est une question.

En effet, c'est une question. Mais M. l'abbé Delfour ne l'a-t-il pas déjà résolue : « Dans votre athéisme, cher monsieur, vous êtes catholique jusqu'aux moëlles ! »

Voici, maintenant, M. Jules Soury.

M. Jules Soury interrogé par le *Mercure de France* au cours de l'enquête faite par cette revue sur le sentiment religieux chez nos contemporains, déclare entre autres choses :

L'honnête homme peut donc, sans feinte et sans hypocrisie, accepter le joug de la religion où il est né. *Libre à lui d'interpréter, dans un sens de plus en plus raffiné les croyances de ses frères et de ses sœurs.* S'il est galant homme, il ne scandalisera aucun de ces humbles et de ces petits qui prient si bien à leur manière. Renan l'a reconnu, non sans leur envier peut-être la joie, la consolation et la force de l'oraison !

L'homme qui sait et qui réfléchit ne peut plus se reposer sur aucun dogme d'église, pris à la lettre, ni déposer son bâton de pèlerin sous le portique d'aucun temple. Mais, s'il ne prie comme ses frères, qu'il prie du moins avec eux, et que, *s'il attache un autre sens aux symboles de la foi où il est né*, qu'au moins les simples n'en soient pas offensés, eux qui puisent toujours presque tous les motifs d'aimer et de faire le bien, la paix intérieure, la résignation à la douleur de vivre, dans ces vieilles disciplines de l'esprit humain, — les religions. (*Mercure de France* du 15 avril 1907).

Les catholiques ne sentiront-ils pas tout ce qu'il y a d'offensant pour leur croyance dans cette indulgente pitié ? (1)

En somme, le catholicisme n'est peut-être bien qu'une erreur socialement nécessaire. Et c'est pourquoi il faut « s'incliner devant son dogme sans essayer de le comprendre ». Le même M. Jules Soury va nous fournir un nouveau témoignage de cette mentalité qui donne aux excellents ecclésiastiques de la *Croix* de si belles espérances.

La *Libre Parole*, à propos de l'enterrement religieux d'un franc-maçon militant, avait écrit que, sans doute, comme tant d'autres, cet anticlérical s'était converti au moment de la mort. Elle reçut aussitôt de M. Jules Soury une lettre dont voici quelques passages particulièrement significatifs :

---

(1) Chose curieuse, c'est un libre-penseur, M. Georges Guy-Grand, qui écrivait à propos de cette attitude de M. Jules Soury et de ses amis : « Il est possible que des catholiques ne s'en trouvent pas offensés... Quant à moi, si j'étais encore catholique, cette façon de comprendre ma religion me paraîtrait une injure ».

Et en quelques lignes émues et singulièrement éloquentes, M. Guy-Grand opposait à cette conception de l'idée religieuse l'exemple de Brunetière :

« Quand un croyant arrive à se convaincre, non seulement de l'utilité sociale, mais encore de la vitalité spirituelle d'une religion, son effort constant, son plus cher désir doit être de prendre place parmi les fidèles de cette religion. Je comprends qu'on ne le puisse pas toujours sans luttes, j'admets très bien qu'on aille de l'extérieur à l'intérieur, de l'utilité à la croyance ; mais encore faut-il s'efforcer vers la croyance, vers le centre de vie spirituel. C'est un strict devoir de conscience, surtout quand il s'agit de ce que les croyants regardent comme le plus haut mode de vie : la religion. Voilà pourquoi la conversion progressive et douloureuse d'un Brunetière nous emplit de tant de respect. »

Un frère .·. catholique se fait enterrer dans l'Eglise où il est né. Vous en inférez qu'il « a confessé l'erreur où il était tombé en reniant sa foi première ».

C'est une arme à deux tranchants que vous maniez, et qui m'atteindrait aussi, *moi et tous les athées qui, par tradition, par nationalisme, donc par politique, assistent aux cérémonies du culte* d'une Eglise qui, avec l'Armée, a fait la France.

Je suppose que le corps d'Albert Monniot sera comme celui de Fustel de Coulange, comme mon humble bière, porté à l'église de la paroisse. A-t-il la foi ? Je n'en sais rien. Mais il faudrait avoir l'esprit simpliste d'un primaire pour estimer que le geste héréditaire d'un Français de France, lorsqu'il s'agit des funérailles, doit être d'accord avec ses convictions scientifiques sur l'univers et sur la vie.

Le Laboratoire est une chose, l'Oratoire en est une autre...

... *Il existe en France, mon cher confrère, toute une Eglise d'athées catholiques.* Au moins ne sont-ils ni hérétiques, ni sacrilèges : ils sont étrangers aux sacrements et s'inclinent devant le dogme sans essayer de le comprendre.

L'Eglise de France, en ces dernières persécutions, n'a peut-être pas eu de défenseurs plus respectueux et plus dévoués. (*Libre Parole* du 31 août 1907).

Il est des catholiques, il est des prêtres, il est des religieux qui feignent la surprise et qui, pour un peu, nous accuseraient d'étroitesse d'esprit, quand nous leur montrons, avec un sourire interrogateur, cet agenouillement des athées de l'*Action Française* devant la « religion de l'ordre ». C'est ainsi qu'un bénédictin, collaborateur de la *Gazette de France* et du *Réveil Français*, dom Besse, nous inflige, à ce propos, une petite leçon de tolérance :

On vous objecte, écrit-il à ses amis royalistes : Maurras et ceux qui forment la gauche de l'*Action française* n'ont pas la foi. Vous pourriez leur riposter que cela ne les regarde pas. Mais puisqu'ils s'en occupent, où ont-ils vu que des catholiques ne pouvaient contracter aucune alliance avec

des non-catholiques pour atteindre un but commun dont l'Eglise doit en somme bénéficier ?... (*Action française* du 1er août 1907).

Nous n'avons vu cela nulle part, mon Révérend Père, sinon dans vos journaux royalistes et dans certaines feuilles catholiques. Seulement, il ne s'agissait pas, cette fois, de la collaboration de vos amis avec les athées cléricaux dont M. Jules Soury vient de nous faire le portrait : il s'agissait du *Sillon* qui avait commis le crime impardonnable d'organiser avec des protestants un meeting tendant à magnifier les bienfaits de la civilisation chrétienne et à la défendre contre les agressions du matérialisme et de l'athéisme.

Peu à peu, gémissait la *Croix*, on en arrive à ces unions de catholiques avec des protestants — non plus sur un point déterminé (1), comme la lutte contre l'alcoolisme ou la pornographie, alliance de circonstance qui est tout indiquée, — mais à une alliance habituelle, à une collaboration qu'il est impossible de ne pas réprouver (*Croix* du 29 juin 1907).

Et la *Semaine Religieuse* de Quimper (2) de renchérir sur la *Croix* et de s'indigner à la pensée que l'on a pu voir « le président du *Sillon* figurer sur des affiches et

(1) Suivant son habitude, la *Croix* ne nomme pas ceux qu'elle vise et qui pourraient l'obliger à une rectification ou à une mise au point. Mais tous ses lecteurs savaient qu'il s'agissait du *Sillon*.

(2) *Semaine religieuse de Quimper* du 19 juillet 1907. L'organe de l'évêché confond ici — est-ce intentionnellement? — deux meetings dont l'un avait pour objet de protester contre la pornographie et auquel prirent part l'abbé Violet, le pasteur Comte, M. Vimart et Marc Sangnier, et dont l'autre est celui-là même auquel nous avons fait allusion. C'est à ce dernier que Marc Sangnier et le jeune pasteur Soulier parlèrent éloquemment de la civilisation chrétienne en péril.

A l'appréciation de la *Croix* et de la *Semaine* de Quimper, il ne suffit pas d'opposer l'opinion de dom Besse : celle de

parader dans des tribunes à côté de pasteurs protestants tels que Peyric, Soulier, Comte, et de libres-penseurs comme Raoul Vimart, dans le but de collaborer au salut de la civilisation chrétienne en péril ! »

Malheureux *Sillon !* dirons-nous encore, et bienheureuse *Action Française* ! Le péché de démocratie aggrave tout, mais la vertu de monarchie légitime tout.

Dans l'ordre religieux, les textes qu'on vient de lire en sont la preuve. Il en est de même dans l'ordre social. Combien de fois n'a-t-on pas reproché aux démocrates catholiques leur soi-disant socialisme ! (1) Eh

---

Léon XIII a plus de poids. Voici donc ce que le Pape défunt écrivait, il y a quinze ans, à l'évêque de Grenoble :

« Tout en se tenant ferme dans l'affirmation des dogmes, et pur de tout compromis avec l'erreur, il est de la prudence chrétienne de ne pas repousser, disons mieux, de savoir se concilier dans la poursuite du bien, soit individuel, soit surtout social, le concours de tous les hommes honnêtes. La grande majorité des Français est catholique. Mais, parmi ceux-là mêmes qui n'ont pas ce bonheur, beaucoup conservent malgré tout un fond de bon-sens, une certaine rectitude que l'on peut appeler le sentiment de l'âme naturellement chrétienne. Or, ce sentiment élevé leur donne, avec l'attrait du bien, l'aptitude à le réaliser, et plus d'une fois ces dispositions intimes, ce concours généreux, leur sert de préparation pour apprécier et professer la vérité chrétienne. Aussi n'avons-Nous pas négligé, dans nos derniers actes, de demander à ces hommes leur coopération, pour triompher de la persécution sectaire, désormais démasquée et sans frein, qui a conjuré la ruine morale et religieuse de la France » (*Lettre à Mgr Fava*, 22 juin 1892).

(1) Ce n'est pas dans la revue *Le Sillon* ni dans l'*Eveil démocratique*, mais bien dans l'organe de l'*Association catholique de la Jeunesse Française* que nous relevons les déclarations suivantes :

« ... Et si, d'aventure, nous rencontrons sur la voie de ces réformes sociales, des hommes qui ne partagent point nos croyances, même qui les combattent, écrivait M. Georges Piot, vice-président de l'A. C. J. F., ne craignons point cependant de marcher avec eux, pour faire triompher, par

bien, l'on peut être assuré que le même grief ne sera pas formulé contre les royalistes de l'*Action Française*. Pourtant, voici une affirmation qui n'est pas sans intérêt :

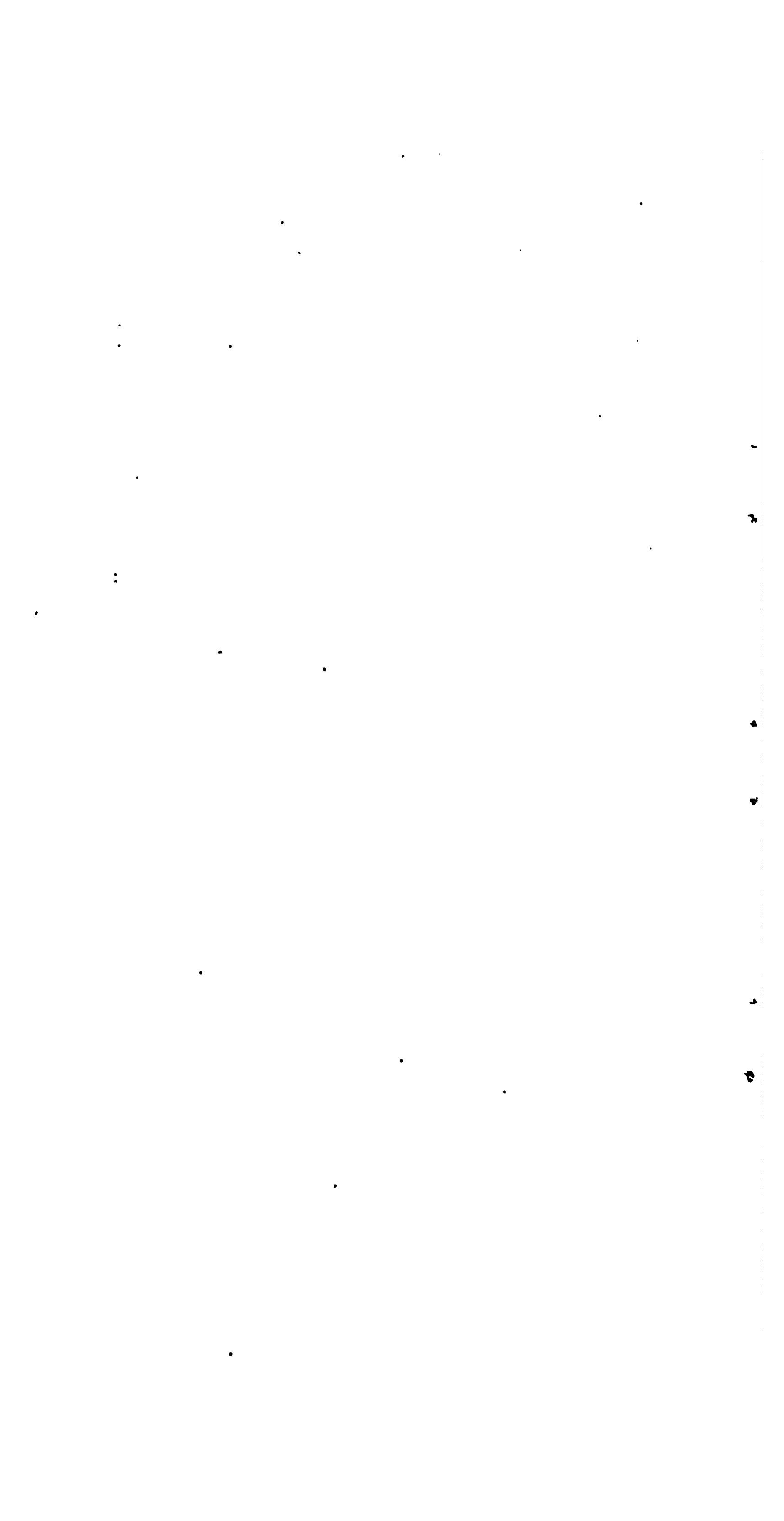
Sur les deux plans de la vie sociale, la politique et l'économique, deux organisations jeunes, mais qui sont bien l'expression de l'expérience séculaire de notre peuple, poursuivent une action parallèle, *inspirée par un même instinct et tendant au même but :* la destruction du régime républicain et démocratique. C'est l'*Action française* et c'est la *Confédération Générale du Travail* (*Action française* du 15 septembre 1907. — La Révolution sociale ou le Roi, par : *Un Syndiqué : Georges Valois*).

Je livre ces lignes aux méditations de nos braves bourgeois conservateurs et aussi à celles de nos socialistes républicains et j'arrête là mes citations.

Peut-être estimera-t-on que j'aurais pu les faire moins longues, mais il m'a paru qu'il importait de mettre à la disposition du lecteur une documentation assez complète pour lui permettre de se faire une opinion raisonnée sur l'état d'esprit d'un mouvement politique qui transforme le catholicisme en arme de parti et sur les entreprises duquel des journaux religieux comme l'*Univers* et la *Croix* gardent un silence complaisant, alors qu'ils se montrent si sévères pour ceux d'entre leurs coréligionnaires qui, n'étant ni positivistes ni athées, se permettent tout simplement d'être démocrates et républicains.

---

un accord momentané, des revendications qu'ils ont, plus ou moins inconsciemment, empruntées à notre Evangile » (*Annales de la Jeunesse catholique* du 1er mars 1907).



V

GLANES

De M. Raphaël Viau, ancien rédacteur à la *Libre-Parole*, aujourd'hui rédacteur-en-chef du *Journal de la Dordogne*. Invité par un conférencier anticlérical à une réunion contradictoire, M. Viau lui répond en le provoquant en duel. Et il écrit :

A des époques comme celle où nous vivons j'estime qu'il faut souvent coller une page blanche sur le passage où il est question de « *tendre l'autre joue* ». C'est mon avis, et, comme dit l'autre, je le partage. (*Journal de la Dordogne* du 1er mai 1907).

De la *Défense* de Cahors, journal « catholique » :

D'après M. Piou, seuls les moyens légaux sont bons pour combattre nos iniques adversaires. Ont-ils toujours observé la légalité à notre égard ? A mon avis, je crois que tout leur a été bon pour nous exterminer. Rendons leur la pareille. Dent pour dent, œil pour œil. On nous frappe, frappons (1) Agissons et nous redeviendrons ce que nous étions (*Défense* de Cahors du 21 avril 1907).

---

(1) A l'occasion de la Séparation, le Pape Pie X ayant recommandé aux catholiques de se comporter « *sans sédition ni violence* », un certain nombre de théologiens voulurent calmer l'ennui de ceux des catholiques qui rêvaient de bagarres et d'émeutes et que cette prescription ponti-

Amabilités de M. Vaugeois pour M. Piou :

« Ah ! l'affaire Dreyfus est finie ? Ah ! tout le monde en a assez ? Vraiment ? Il faut être, Monsieur Piou, aussi stupide, aussi nul, aussi solidement confit et glacé dans le sirop de votre imbécile fatuité libérale, il faut être le sinistre impotent que vous resterez jusqu'à la fin de votre belle carrière, pour n'avoir pas une seule fois aperçu, vous, qui prétendiez manier « la démocratie ! » ce qui nous saute aux yeux, à nous... » (*Action française* du 1er octobre 1906).

Amabilités analogues du journal royaliste le *Réveil français* :

Et pendant ce temps, un autre charlatan politique, Piou, le grand Piou, pérore à Lyon devant les gogos naïfs du Ralliement.

---

ficale contrariait. Les *Etudes* des PP. Jésuites publièrent sur « l'attitude des catholiques en face de la violence légale », un article savant et subtil dont la *Croix* du 14 décembre 1906 s'empressa de donner un résumé substantiel et duquel il résultait que les mots « violence » et « sédition » n'ont peut-être pas le même sens en français qu'en théologie. Quelques jours plus tard, l'*Autorité* (n° du 28 décembre 1906) exposait, sous la signature de M. Paul.-J. de Cassagnac la thèse du « droit à la résistance ». Et le jeune directeur de l'*Autorité* mentionnait avec satisfaction, dans un post-scriptum, le « magistral article » de M. l'abbé Bernard Gaudeau publié la veille par la *Vérité française*, article qui contenait les lignes suivantes : « Une autorité qui se déclare athée est une autorité déchue. Ce n'est plus une autorité, c'est une tyrannie. Et contre la tyrannie, les consciences opprimées ont des droits. En France, on commence à le comprendre ».

N'étant pas théologien, je me garderai bien d'apprécier, quant au fond, la thèse de M. l'abbé Gaudeau. Je constaterai seulement que, si l'on doit la tenir pour juste, il ne saurait être question de « sédition » ni de « violence » quand il s'agit du gouvernement de la République et qu'en conséquence Pie X, en déconseillant la « violence » et la « sédition », a parlé pour ne rien dire.

N'oublions pas, au surplus, que M. l'abbé Gaudeau est titulaire, à l'*Institut d'Action française*, de la « chaire du Syllabus ».

... Maintenant que le discours de M. Jacques Piou, affiché sur toutes les murailles, présente à tous les yeux la preuve matérielle de son inanité — car aucun passant n'a été vu arrêté devant cette prose, personne ne la lit parce qu'elle n'est pas lisible, — nous ne perdrons pas notre temps à élever des objections contre le Grand Inutile et ses conseillers aussi incapables que lui. (*Réveil français* du 6 novembre 1906).

Un bouquet de fleurs offert par M. Jules Delahaye, député monarchiste, à la hiérarchie de l'Eglise :

Si l'Eglise et la Monarchie sont sous le genou des nouveaux Barbares, c'est qu'elles l'ont mérité, c'est que *papes*, *évêques*, *prêtres*, fidèles, se sont divisés, puis se sont abandonnés, c'est *qu'ils ont perdu*, *en perdant la foi* ou en paraissant l'avoir perdue, l'estime et la confiance des catholiques eux-mêmes (*Autorité* du 1er septembre 1907).

Politesse française de M. Guy de Cassagnac :

Les deux spectacles les plus affreux que je connaisse, c'est une femme ivre, titubant dans la rue, et M. Lemire, à la Chambre des Députés (*Autorité* du 26 avril 1907).

L'année précédente, le même M. Guy de Cassagnac assaisonnait d'un calembour, ses impertinences de grand seigneur :

Si l'on en croit la rumeur publique, Mgr l'évêque de Tarbes songerait à remplacer la couronne royale que la piété des foules a décernée à la Vierge de Lourdes, par un bonnet phrygien préalablement bénit, et je me suis laissé dire que Sa Grandeur, en récitant son Rosaire, s'oubliait parfois à murmurer : « *Ave Marianne gratia plena...* » (*Autorité* du 4 septembre 1906).

Nous n'avons pas su si M. l'abbé Barbier, théologien de l'*Autorité* et détracteur de Léon XIII, avait applaudi à cette transposition plutôt risquée de l'*Ave Maria*. M.

l'abbé Barbier a appartenu à la Compagnie de Jésus dont le fondateur, Saint-Ignace, ne supportait pas que l'on parlât légèrement de la Sainte-Vierge. En lisant, ce jour-là, l'article de l'*Autorité*, l'ancien jésuite dut éprouver un léger malaise.

M. Guy de Cassagnac était d'ailleurs en verve et il ne s'en tint pas là. Le 7 septembre, il reprit la plume et compara les évêques qu'il n'aimait point, tantôt à des « hannetons qui ne s'arrêtent devant rien et se cognent à tout », tantôt à des « paons qui chantent faux » et, pour en finir, à des « brebis galeuses ».

Mais continuons à glaner.

Il existe une *Croix de Seine-et-Marne* qui, à la différence de beaucoup d'autres *Croix* de province, ne craint pas de contredire les royalistes et dont le directeur, M. l'abbé Lefebvre, défend, avec talent et courage, la politique du bon sens et de la tolérance. Voici comment M. Bocq, directeur du *Travailleur de Seine-et-Marne*, journal conservateur et soit-disant catholique, discute avec son confrère :

> Je regrette d'être forcé de dire à M. l'abbé Lefebvre qu'il ment, et que mentir est peu compatible avec le caractère religieux dont il se prévaut auprès des gens qu'il « sollicite » pour son journal. J'ajoute même, écœuré par de semblables procédés, que si M. l'abbé Lefebvre n'était que Isidore ou Pancrace Lefebvre, journaliste, comme n'importe lequel de mes confrères, je lui flanquerais avec joie mon pied quelque part... pour lui rentrer ses mensonges dans la gorge. (Cité par l'*Eveil Démocratique* du 31 mars 1907).

Voilà, qui n'est déjà pas mal. Voici, dans un autre ordre d'idées, qui est infiniment mieux. Il s'agit de Gabriel Syveton, le héros nationaliste dont on connaît

la triste aventure. L'*Action française* (1) en trace ce séduisant portrait :

Il me semble qu'on n'a pas assez montré avec quel relief Syveton se détache sur la scène contemporaine. A une époque anémique, parmi tant de pâles politiciens aux ardeurs de vieillards, aux nerfs de femmes, il fut vraiment un homme... Dans des temps lointains, la figure de Syveton s'éclairera d'une auréole tout à fait séduisante puisque c'est pour avoir aimé la Beauté qu'il s'est perdu. Merveilleusement belles, elles l'étaient vraiment, ces deux femmes, dont l'une étalait avec un triomphant orgueil les charmes lourds et somptueux d'Hélène Fourment et dont l'autre laissait paraître une grâce exquisement délicate, inoubliable aux yeux qui l'ont contemplée. C'est sous le sourire ambigu de ces séduisantes femmes qu'il faut voir mystérieusement disparaître Syveton sans lever les voiles obscurs et souillés... » (*Action française* du 15 juin 1907. Un homme et un geste. G. Syveton, par André Germain).

Hum ! hum !... *Paulo majora canamus* !....

Justement, voici quelque chose d'un peu plus noble. C'est la lettre d'un prêtre du Midi à l'*Action française* :

---

(1) Voici comment l'*Action française* signale à l'attention de ses lecteurs l'article de M. André Germain :

« Nous sommes heureux de publier ici les impressions d'un ami de Gabriel Syveton. C'est un *in memoriam* qui entretiendra le souvenir d'un homme dont la valeur peut être mesurée aux injures dont on l'a accablé jusqu'après sa mort tragique. La destinée de Gabriel Syveton, sa volonté, son ambition, sa hardiesse portent le signe de la fatalité. Un jeune psychologue comme M. André Germain eût été conquis par cette figure peu commune d'homme d'action, quand son admiration pour les services rendus à la cause nationale par ce patriote et les liens d'amitié qui l'unissaient à lui ne lui eussent pas fait un devoir de proclamer hautement sa fidélité à Gabriel Syveton (N.D.L.R). »

Je veux entrer dans la lutte pour la monarchie traditionnelle, écrit cet ecclésiastique, parce que, prêtre et Français, je veux servir Dieu et la France, et que tous les aveugles qui veulent servir ces deux causes par la République me font l'effet de vouloir greffer sur un arbre pourri ; parce que finalement ma dignité sacerdotale, ma fierté de Français se révoltent contre le joug de la monstrueuse République judéo-maçonnique, que je lui voue une haine implacable et que je jure de la combattre par tous les moyens en mon pouvoir et jusqu'à mon dernier souffle : parce que j'estime que tout homme intelligent et disposant de la moindre influence autour de lui, qui ne veut pas combattre, à l'heure qu'il est, l'*Infâme* est un lâche.

Je sais, Monsieur, que je rencontrerai des difficultés, j'en ai déjà rencontré. Les prêtres qui s'occupent de politique et surtout de royalisme, sont mal vus de beaucoup de leurs confrères *surtout des vieux*, mais.... (*Action française* du 1er août 1906).

« Surtout des vieux... Restons en là », ajoute finement le chroniqueur de la revue royaliste.

Compte-rendu d'un discours prononcé à Rennes par M. Houitte de la Chesnais, au déjeuner de l'*Action Française* :

« ... Nous avons encore pour être royalistes, déclare M. Houitte de la Chesnais, ces motifs qu'invoquait d'une façon touchante un vénérable ecclésiastique, M. le curé d'E... en envoyant à l'*Action française* l'adhésion de son Bulletin paroissial : « A côté de l'Eglise, disait-il, il y a la nation. Et ce qui est surtout menacé de disparition, ce n'est pas le catholicisme, c'est la France elle-même, qui peut, comme une nouvelle Pologne, s'effondrer, se dissoudre sous les multiples causes de destruction qui s'attaquent à son existence. La Pologne est morte, le catholicisme est resté vivant ; chez nous aussi, quoi qu'il arrive, le catholicisme restera, mais si la France venait à disparaître...? Je ne puis accepter cette perspective ; voilà pourquoi mon Bulletin est royaliste » (*Journal de Rennes* du 11 novembre 1907).

Et nous qui avions cru jusqu'ici que les *Bulletins paroissiaux* s'interdisaient rigoureusement toute incursion sur le terrain des luttes politiques ! A quand l'adhésion des *Semaines Religieuses* à l'*Action française* ?....

Les *Bulletins paroissiaux* ne sont, d'ailleurs, pas les seuls à s'émanciper. Dans certaines chaires, certains prédicateurs s'émancipent également, témoin ce passage d'un sermon de charité — parfaitement : de charité — donné le 16 juin 1907, à Saint-Philippe du-Roule, par M. l'abbé Gaffre et que la *Libre-Parole* du lendemain a cité avec un plaisir bien naturel :

La réserve de la chaire chrétienne ne saurait m'empêcher d'accomplir ici, où je prêche en faveur de la diffusion de la *presse chrétienne militante*, un devoir de justice et de gratitude en saluant hautement quelques-uns de ces vaillants : la fière descendance du royal polémiste, Louis Veuillot ; Drumont, le prophète qui a la vision aiguë d'Isaïe et la flamme d'Ezechiel ; les fils de Cassagnac, qui ont hérité du génie et de l'âme de leur père ; Judet, qui croise la plume comme les chevaliers croisaient l'épée, Renauld, l'ardent champion des loyautés catholiques contre les ténébreuses machinations du schisme et de l'hérésie ; Millevoye, qui tient si haut, au dessus de la haine, le drapeau de la patrie, que le crachat des antipatriotes ne le peut atteindre... ; tous ceux-là, je les salue avec la pleïade des écrivains qui luttent à leurs côtés...

Après celle-là, je crois bien que nous pouvons tirer l'échelle !....

Nous distribuons des brochures et des tracts de la *Gazette de France*, et des numéros de l'*Action française* qui font sans cesse des recrues.

Secondés par quelques maîtres bienveillants, nous nous préparons à entrer prochainement dans la lutte de parole et de presse, en attendant l'*autre moyen* dont parle si bien notre confrère dans votre dernier numéro, moyen efficace s'il en est *et dans lequel nous ferons parler la poudre.*

Voici, Monsieur, ce que nous sommes et ce que nous voulons. Si les nouvelles générations renferment bien des pleutres et bien des lâches, bien des démocrates et des sans-patrie, sachez qu'il s'y trouve aussi nombre de jeunes gens sur qui l'on peut compter et qui, parce que patriotes, ont et auront toujours et quand même comme mot d'ordre : Vive le Roi.

Le Bureau du Groupe Royaliste de.....

Suivent les signatures des cinq membres du bureau.

Cette lettre a paru dans l'*Action Française* du 1er août 1906, à la page 233.



Imprimerie Bretonne, 38, rue du Pré-Botté
Rennes.

Table des Matières

PREMIÈRE PARTIE

DEUXIÈME PARTIE

(*Notes et Documents*)

